



IMPLIQUER LES **HOMMES ET LES GARÇONS** DANS LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS



REVUE DES BONNES PRATIQUES



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes
Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire





ECPAT France
1050 avenue de l'Europe – BP 07
93352 Le Bourget · France
Téléphone : +33 (0)1 49 34 83 13
Fax : +33 (0)1 49 34 83 10
contact@ecpat-france.org

www.ecpat-france.org

ECPAT Luxembourg asbl
3, rue des Bains - BP 848
L-2018 Luxembourg
Téléphone : +352 26 27 08 09
Fax : +352 26 20 06 22
ecpat-luxembourg@ecpat.lu

www.ecpat.lu

Cette revue a été réalisée par **Isabelle Hoyaux** de Scale Change et **Pauline Chabbert** de Autrement Conseil et Formation, sous la supervision d'ECPAT France et ECPAT Luxembourg, dans le cadre du programme PACTES, qui implique les partenaires suivants :



Les enfants apparaissant en photo ne sont pas des enfants victimes d'exploitation sexuelle

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Pourquoi impliquer les hommes et les garçons dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ? page 4

HOMME À HOMME

Les hommes s'expriment en public contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants. page 6

LE GENRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

L'implication des jeunes en vue de prévenir l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. page 12

MAKE-IT-SAFE

Une campagne de sensibilisation sur les risques d'exploitation sexuelle en ligne. page 16

PARTICIPATION DES JEUNES

Les garçons victimes et leur rôle dans la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales page 21

LES CHEFS RELIGIEUX

L'implication des chefs religieux dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants au Bangladesh. page 24

IMAGES

L'analyse des attitudes et des pratiques des hommes pour mieux les comprendre. page 27

EVALUER LE CHANGEMENT

La méthodologie de l'échelle « GEM » (échelle des attitudes des hommes relatives à l'égalité de genre). page 29

CONCLUSION

page 31





INTRODUCTION

Pourquoi impliquer les hommes et les garçons dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (ESEC) ?

L'approche genre adoptée à la Conférence des Nations Unies à Pékin en 1995 sur les femmes et le développement démontre que dans toutes les sociétés du monde, les inégalités entre les femmes et les hommes et les violences qui en découlent sont le résultat de constructions sociales qui assignent les femmes et les hommes dans des rôles différenciés et stéréotypés sur la base de leurs différences biologiques.

Les caractéristiques « féminines » et « masculines » attribuées aux femmes et aux hommes sont valorisées et hiérarchisées différemment dans la société. Elles peuvent être facteurs de risques par exemple lorsque les hommes sont exhortés à adopter des comportements violents pour prouver leur appartenance au sexe masculin. Elles peuvent également engendrer des discriminations par exemple lorsque les femmes sont considérées comme émotionnelles et versatiles, ce qui les empêcherait de prendre des décisions politiques.

Si les conférences internationales sur les droits des femmes des années 90's ont reconnu dès le départ l'importance d'impliquer les hommes dans la déconstruction des stéréotypes et dans la promotion de l'égalité femmes-hommes, en réalité, les programmes de développement se sont majoritairement préoccupés des femmes dans une logique de « discrimination positive ». Dans cette optique, ils ont développé de nombreuses activités axées sur leurs capacités à déconstruire les normes et les rôles sociaux imposés aux femmes dans les sociétés et visant leur autonomisation et leurs capacités à faire des choix (empowerment) à la fois dans leur vie personnelle et dans leur société.

Depuis quelques années seulement, la question du rôle des hommes et des effets des injonctions liées à la « masculinité » sur leurs comportements devient un sujet d'étude. Plusieurs projets pilotes ont été mis en œuvre dans ce domaine, notamment dans le but de lutter contre les violences de genre, qui incluent les violences domestiques et conjugales, le viol, le harcèlement et l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Quelques exemples sont particulièrement illustratifs de la prise en compte de cette dimension tels que le réseau Men Engage qui rassemble des organisations et des expert-es engagé-es sur le ce sujet¹. La méthodologie IMAGES (International Men & Gender Equality Survey) développée par l'International Center for Research on Women (ICRW) et l'Institut Promundo en 2010 interroge les attitudes et les pratiques des hommes, ainsi que l'opinion des femmes sur ces pratiques sur une grande variété de thèmes. Elle a permis de questionner 8,000 hommes et 3,500 femmes âgées de 18-59 ans au Brésil, Chili, Croatie, en Inde au Mexique et Rwanda². La Banque mondiale a présenté un rapport sur le sujet au mois de mars 2014³ qui souligne que la déconstruction des stéréotypes liés à la masculinité et l'implication des hommes peut avoir un effet sur la réduction des violences de genre.

Cette nouvelle approche est particulièrement pertinente, dans le domaine de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, à plusieurs égards.

Les études internationales^{4,5} ont montré que les jeunes garçons sont moins nombreux à subir des violences à caractère sexuel et qu'ils sont moins comptabilisés en tant que victimes de l'ESEC. Les facteurs qui expliquent les situations d'ESEC sont similaires pour les filles et les garçons. Ils incluent une relation de pouvoir inégale entre les enfants et les adultes, la pauvreté, le besoin de survie et les violences vécues à la maison.

L'Organisation mondiale de la santé estime que 150 millions de filles et 73 millions de garçons ont été victimes de violences sexuelles impliquant un contact physique (2002). D'après l'UNICEF, en 2006 environ 2 millions d'enfants étaient victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales dans le monde. Les enfants représentent 22% des victimes de traite dont 13% de filles et 9% de garçons. (UNDOC, 2009)

Pourtant, si les jeunes garçons représentent une minorité des victimes d'ESEC, cela est également lié au fait qu'ils ont tendance à moins rechercher d'aide notamment auprès des services sociaux car ils se sentent d'autant plus humiliés et honteux que les stéréotypes de genre renvoyés par les sociétés imposent aux hommes d'être forts, de ne pas montrer de faiblesse et de ne pas se plaindre. Cette pression supplémentaire exercée sur les jeunes garçons peut avoir pour effet de les dissuader d'aller chercher de l'aide. De plus, il est moins probable que les garçons s'identifient comme victimes, c'est notamment vrai pour les garçons en situation de rue qui se disent « indépendants » et pensent bénéficier d'une certaine « liberté ». Enfin, les attitudes et/ou la législation envers l'homosexualité peuvent aussi empêcher des garçons de demander une assistance. Même si un garçon ne s'identifie pas comme homosexuel, le fait qu'il ait participé aux « actes homosexuels » qui seraient illégaux (même si par force) peut l'empêcher de chercher une aide.

Les filles et les garçons peuvent avoir une expérience différenciée des violences et de l'exploitation sexuelle. Les filles et les garçons n'occupent pas les mêmes espaces de prostitution, ne font pas face aux mêmes types d'abuseurs. Ils-elles peuvent être soumis à des violences spécifiques. Enfin, parmi, les garçons, il existe des groupes de jeunes garçons particulièrement à risques tels que les garçons en situation de rues ou les garçons engagés dans des filières de prostitution homosexuelle.

Plus généralement, l'exploitation sexuelle des garçons à des fins commerciales est sous étudiée et méconnue. De nombreuses recherches soulignent d'abord un manque de reconnaissance de la portée et de la pertinence de ces enjeux, une difficulté à les aborder de façon spécifique et une attention limitée portée aux obstacles rencontrés par les garçons dans la dénonciation des violences.

¹ <http://menengage.org>

² <http://www.icrw.org/publications/international-men-and-gender-equality-survey-images>.

³ « Engaging men and boys in advancing women's agency, Where we stand and new directions », Women's Voice, Agency, & Participation Research Series 2013 No.1, Gary Baker.

⁴ Rapport mondial sur les violences et la santé, OMS, Genève, 2002

⁵ Global Report on Trafficking in Persons, UNODC, 2009

⁶ La situation des enfants dans le monde 2006, UNICEF

De plus, les hommes représentent la majorité des clients de prostitution et des proxénètes. Dans ce cadre, ils doivent être engagés et responsabilisés dans les actions de prévention et de lutte contre toutes les formes de violences et d'exploitation.

Les recherches soulignent bien l'influence de la construction sociale de genre et des stéréotypes liés à la masculinité dans la perpétuation des phénomènes d'ESEC.

En effet, les normes liées au patriarcat et à la masculinité influencent les comportements des garçons dans leur relation avec d'autres garçons au sein de leur famille, de leur communauté, ainsi que dans leurs relations amoureuses et sexuelles. Elles peuvent encourager des comportements irrespectueux voire violents.

Depuis leur enfance, les garçons sont souvent éduqués pour être de vrais « hommes », ils sont engagés dans une éducation compétitive voire agressive en vue d'assurer un rôle social de « pourvoyeurs de moyens » et de protecteurs, responsables de la famille. De nombreux garçons sont élevés dans l'interdiction de se plaindre et de faire appel à de l'aide, ils n'ont pas le droit de pleurer. Ils doivent devenir autonomes et responsables, ce qui engendre un stress entraînant des prises de risques spécifiques en dépit de leur santé (consommation abusive de drogues ou d'alcool, stress au travail). Inversement, les garçons qui ne se conforment pas à ce système de valeur et souhaitent s'investir dans des activités domestiques et de soins comme la cuisine, le ménage, l'éducation des enfants sont souvent critiqués voire stigmatisés.



Dans des contextes marqués par des relations de pouvoirs inégalitaires entre les femmes et hommes, les adultes et les jeunes, ces normes doivent être mises à jour, questionnées et remises en question afin d'une part de faire évoluer les comportements vers un plus grand respect mais aussi de permettre aux garçons et aux filles d'être maîtres de leur vie.

L'engagement positif des hommes et des garçons est un levier incontournable de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

Les garçons et les hommes sont à la fois des acteurs et des victimes de l'ESEC. Dans ce cadre, ils sont la cible de certaines activités de prévention de la demande.

Comme par exemple la campagne « No Hay excusas » (« Il n'y a pas d'excuses ») lancée en mars 2013 par l'Institut de l'enfant et de l'adolescent en Uruguay, et la campagne « Don't Lose ! » (« Ne perdez pas ! ») lancée en 2012 par la Nobody's Children Foundation en Pologne dans le cadre de la Ligue des Champions. Ces campagnes visuelles visent à sensibiliser les « clients » de la prostitution sur la question de l'ESEC.

D'autres campagnes et projets proposent d'impliquer les hommes de façon positive et de considérer les hommes comme des alliés dans la lutte contre l'ESEC. Soit qu'ils s'engagent publiquement au travers des médias comme dans le cadre de la campagne « Homme À Homme » menée par Beyond Borders ECPAT Canada, soit qu'ils s'engagent auprès de leurs pairs, notamment auprès des jeunes comme dans le projet conduit par CHS/ Alternativo au Pérou. Au Bangladesh, l'Association for Community Development cible particulièrement les hommes occupant une position de pouvoir et d'influence au sein de la communauté tels que les leaders religieux et communautaires.

Dans ces projets, les hommes et les garçons deviennent des modèles pour les autres. Leur engagement a une influence positive sur leurs homologues. Ils sont dans une position plus favorable pour communiquer avec ces derniers et remettre en question les normes sociales établies. Ceci a d'autant plus d'impact car ils questionnent des situations de pouvoir dont ils bénéficient traditionnellement, mais aussi parce que leur position sociale leur confère une influence sur la société tout entière.

Enfin, d'autres projets ciblent les jeunes garçons en tant que victimes bénéficiaires des activités de prise en charge comme par exemple au Népal. Les témoignages soulignent que les filles et les garçons ont une expérience différenciée face à l'ESEC et que leur accompagnement doit être adapté à leurs besoins notamment en terme d'accès à l'éducation, à la formation professionnelle ainsi que pour leur réinsertion sociale.



La présente revue met en avant des exemples de pratiques innovantes mises en œuvre dans plusieurs pays du monde, sur différents continents (Amérique du Nord, Amérique Latine, Afrique subsaharienne et Asie). Ces pratiques collectées sur la base de l'expérience concrète d'ONG nationales et internationales couvrent à la fois les domaines de :

- La prévention de la demande d'ESEC au travers de l'engagement des hommes
- La déconstruction des stéréotypes de genre et de la masculinité auprès des jeunes
- L'utilisation des nouvelles technologies et l'approche par les pairs
- L'implication des leaders communautaires et religieux hommes
- Le parcours de vie d'un jeune garçon victime d'ESEC

Elles sont présentées afin de mettre en avant les facteurs clés de réussite et les principaux défis rencontrés par chaque projet, dans une logique de répliquabilité.



HOMME À HOMME

Les hommes s'expriment en public contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants

Après s'être battue pendant dix ans pour défendre les droits des enfants, l'organisation canadienne *Au-delà des frontières ECPAT Canada* (*Beyond Borders ECPAT Canada*) a réalisé que la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (ESEC) était menée essentiellement par des femmes et que ce combat était considéré comme étant une cause féminine. L'organisation a donc décidé de réagir. En effet, cette perception ne reflète pas la réalité et l'ESEC ne doit en aucun cas rester labellisée comme une problématique de femmes. Les garçons et les hommes sont totalement concernés : en tant que victimes, en tant qu'abuseurs, mais également en tant que militants et porte-voix dénonçant de tels abus.

En 2009, en partenariat avec *The Body Shop*, une marque internationale de produits de beauté, ECPAT International a lancé une campagne mondiale pour lutter contre la traite des enfants à des fins sexuelles. Cette campagne avait pour objectif de sensibiliser le grand public et de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils renforcent les mesures destinées à protéger les enfants. La campagne a par ailleurs également permis de lever des fonds pour des actions terrains contre l'exploitation sexuelle des enfants. C'est dans ce contexte qu'*Au-delà des frontières ECPAT Canada* a commencé à réfléchir à la manière d'impliquer les hommes dans la lutte contre l'ESEC. De ces réflexions est née la campagne « Homme à Homme » (« *Man To Man* »).

METHODOLOGIE

L'équipe d'*Au-delà des frontières ECPAT Canada* a commencé par dresser l'inventaire des initiatives existantes en matière de mobilisation des hommes dans la lutte contre l'ESEC et a constaté qu'elles étaient peu nombreuses. L'équipe s'est alors attelée à la conception de sa propre stratégie de campagne et a décidé de mobiliser les hommes en utilisant une campagne en ligne. Afin de toucher le plus grand nombre d'hommes, il a été décidé de demander à des canadiens célèbres de s'adresser aux autres hommes sur ce sujet en publiant leurs messages d'« homme à homme » sur le site Internet de la campagne.

quent, visé les hommes qui avaient pensé à abuser sexuellement des enfants et ceux qui étaient déjà passé à l'acte. L'idée consistait à les inciter à demander de l'aide en montrant les dommages causés à la victime. Toutefois, après la phase initiale de la campagne, l'équipe d'*Au-delà des frontières ECPAT Canada* s'est rendu compte que les messages utilisés pour cibler cette catégorie spécifique d'hommes risquaient de stigmatiser la catégorie plus large des hommes et surtout de se priver de leur soutien. L'organisation a dès lors décidé de réorienter son action et d'élargir son public cible. Sur la base des commentaires reçus par des hommes ayant consulté le site Internet mais aussi de l'avis du Centre canadien pour la protection de l'enfance, il est apparu plus efficace de cibler tous les hommes au travers du message « passez à l'action ».

Définir le message

Lors de la conception d'une telle campagne, il convient de réfléchir attentivement aux messages à véhiculer. **Si la campagne s'adresse à des hommes, il est primordial de trouver un juste équilibre pour ne pas les stigmatiser et ne pas leur donner l'impression qu'ils sont à l'origine de tous les maux.** L'idée n'est pas de tirer à boulets rouges sur les hommes, mais de mettre un terme à la demande et de favoriser une participation positive des hommes.

En travaillant sur les messages de la campagne, l'équipe d'*Au-delà des frontières ECPAT Canada* a pour sa part pris soin de reformuler et de présenter les données statistiques de manière plus constructive et circonstanciée : « Un faible pourcentage de la population masculine commet de tels crimes, mais ces crimes causent d'importants dommages chez les enfants et les jeunes. Un large pourcentage d'hommes peut intervenir pour promouvoir les droits des enfants ».

Les messages de la campagne ont été développés par l'équipe des professionnels d'*Au-delà des frontières ECPAT Canada* avec l'appui des intervenants d'un centre spécialisé pour le traitement des délinquants sexuels et des experts du Centre canadien de protection de l'enfance qui ont une grande expérience en matière de campagnes de sensibilisation portant sur divers aspects de l'exploitation sexuelle des enfants.

Transmettre le message

La stratégie de la campagne s'articulant autour de figures masculines fortes appelant à mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants, la première étape a consisté à **identifier des canadiens célèbres acceptant de participer à la campagne** (à titre gracieux en raison de ressources limitées). Cette étape de la campagne s'est avérée très chronophage. Sur les 90 célébrités canadiennes anglophones qui ont été sollicitées, seules 11 ont décidé de s'associer à la campagne. Le Canada étant un pays bilingue dans lequel les célébrités du monde anglophone ne sont pas reconnues dans le monde francophone (et vice-versa), l'équipe en charge de la campagne a également essayé de trouver des célébrités francophones. *Au-delà des frontières ECPAT Canada* a découvert une excellente ambassadrice en la personne de Danielle Ouimet (actrice), qui a convaincu 11 personnalités (athlètes, stars) connues et respectées



« Il y a toute sorte de cruautés dans notre société. En regardant tout le bonheur que mes deux filles m'apportent, je ne peux imaginer qu'elles pourraient être des proies pour ces monstres. Beaucoup trop d'enfants encore se font abuser. J'implore les gens qui sont témoins de ces actes terribles de ne pas rester sous silence, et d'aller de l'avant pour dénoncer ce fléau pour enfin vivre dans un monde meilleur. »

BRUNNY SURIN, CONFÉRENCIER ET ENTREPRENEUR

Une fois la stratégie générale définie, l'équipe d'*Au-delà des frontières ECPAT Canada* a dû définir certains paramètres de base pour garantir l'efficacité de la campagne :

Définir le public cible

Le choix du public cible initial a été guidé par l'objectif de réduire la demande pour l'exploitation sexuelle des enfants et a, par consé-

au Québec d'apparaître dans la version francophone de la campagne intitulée « Homme à Homme ».

La méthode utilisée pour identifier et sélectionner les célébrités a été très structurée et une attention particulière a été portée à l'intégrité, au milieu socio-culturel et à la réputation des célébrités, mais également à leur participation à la défense d'une cause similaire. Mobiliser des célébrités dont les autres engagements offrent une certaine cohérence peut apporter de la résonance au message, mais des engagements trop proches peuvent a contrario détourner le message. Inutile de mentionner que le contact avec les célébrités a été plus aisé lorsque celles-ci connaissaient déjà quelqu'un de l'association ou l'un des ambassadeurs tels que Danielle Ouimet.



Développer une relation avec la personne célèbre et ne pas être trop exigeant ont fait partie des principaux facteurs ayant contribué à mobiliser les personnalités. Les célébrités n'ont eu qu'à accepter que leur nom et image soient utilisés sur le site Internet et à rédiger une déclaration pour s'opposer à l'ES-EC. Pour convaincre les personnalités, le message doit être conçu sur mesure (en tenant compte de leur situation personnelle, de leur engagement auprès d'autres ONG, etc.). *Au-delà des frontières ECPAT Canada* a proposé de les aider à rédiger leur déclaration. Certaines célébrités, mais pas toutes, ont par la suite décidé de s'impliquer davantage.

Dans un premier temps, la campagne a été diffusée en ligne par le biais du site « www.endthedemand.ca » et des réseaux sociaux pour toucher le plus grand nombre de personnes possible sur l'ensemble du vaste territoire canadien. Après la première phase de la campagne publique, un producteur de télévision, interpellé par cette campagne, a manifesté son intérêt pour s'associer à l'action et contribuer à cette cause. Il a alors, à titre purement gracieux, proposé à *Au-delà des frontières ECPAT Canada* les services de sa société de production privée afin d'alimenter le site Internet de la campagne. Des vidéos dans lesquelles apparaissent d'anciennes victimes d'abus ont été postées sur le site, accompagnées de vidéos proposant les réactions des célébrités à ces témoignages de victimes. Des versions clip vidéo **des engagements des célébrités ont par ailleurs été produites pour être diffusées à la télévision nationale.** Ces clips ont été utilisés pour attirer la curiosité des téléspectateurs et les inciter à consulter le site Internet pour s'informer sur l'ES-EC et sur la manière d'intervenir. Ces clips ont été largement diffusés sous forme de messages d'intérêt public et ont touché un public très large.

Par la suite, afin de parler à ce public large des hommes qui n'ont pas été confrontés à la problématique, *Au-delà des frontières ECPAT Canada* et le Centre canadien de la protection de l'enfance ont travaillé ensemble pour élaborer de nouvelles approches, parmi lesquelles **des scénarios illustrant les « zones grises » autour de l'exploitation sexuelle des enfants. Le recours à des illustrations a permis de présenter différentes histoires pour sortir des stéréotypes sur les délinquants sexuels.** En effet, tous les abuseurs ne sont pas des personnes extrêmement violentes et il existe de nombreuses zones grises, c'est-à-dire des situations dans lesquelles les hommes font face à un dilemme et où, en fonction de leur choix, ils peuvent se transformer en agresseurs. C'est dans ces situations que les hommes ont de nombreuses possibilités de faire la différence. Les différents sujets retenus dans les scénarios

mettent en lumière les valeurs sociales sous-jacentes qui rendent possible l'exploitation sexuelle. Ils se fondent sur des exemples relayés par les médias (p.ex. diffusion en ligne d'images compromettantes à des fins de vengeance, partage d'images intimes, accès par des jeunes à des images pornographiques en ligne, etc.) et sur des exemples de la vie réelle (p.ex. rendez-vous arrangé par le coach d'une équipe en Colombie entre un joueur de baseball canadien et sa fille... âgée de 15 ans). Présentés sous forme de bande dessinée, ces exemples ont été publiés sur le site Internet de la campagne. Ils sont suivis de la question « Que feriez-vous? » et de réponses à choix multiple. L'internaute peut ainsi accéder à des informations essentielles sur le sujet de manière simple et dynamique.



Afin de promouvoir la deuxième phase de la campagne, *Au-delà des frontières ECPAT Canada* et son partenaire, le Centre canadien pour la protection de l'enfance, ont eu recours à des supports tels que des publicités sur des sites Internet, des panneaux d'affichage, des panneaux numériques dans les aéroports, des publicités dans les magazines et des affiches dans les toilettes des hommes.

La méthodologie développée par *Au-delà des frontières ECPAT Canada* s'est avérée efficace. **La capacité à tirer rapidement des enseignements des réactions reçues et des conseils d'experts et à réajuster la stratégie de la campagne en cas de besoin a été l'un des principaux facteurs de succès.** De plus, l'équipe n'a pas hésité à profiter de toute nouvelle possibilité pour étendre la campagne.

S'agissant des ressources financières nécessaires à une telle campagne, il est indispensable d'inscrire au budget différents types de dépenses : réalisation du concept, création de vidéos et de publicités, lancement dans les médias, panneaux d'affichage, publicités dans les magazines, etc. Les coûts pour la campagne « Homme à Homme » (« *Man to Man* ») se sont montés à environ 50 000€ pour la première phase et à 100 000€ pour la seconde. Ces coûts incluent des prestations qui ont été offertes. Les coûts peuvent être réduits au travers de partenariats. Il faut aussi garder à l'esprit que les coûts mentionnés prennent en compte la taille du Canada et le fait que toutes les dépenses liées au matériel et à la publicité ont été multipliées par deux, le Canada étant un pays bilingue.

Au-delà des frontières ECPAT Canada souhaite désormais ramener la campagne à une dimension locale en identifiant des célébrités masculines dans chaque région du Canada pour pouvoir mobiliser des organisations et des clubs d'hommes au niveau régional et étendre la portée de la campagne nationale. Le Canada étant un pays si vaste, il est essentiel d'intégrer une approche locale.



IMPACT DE LA CAMPAGNE

La campagne a eu de nombreux résultats :

- Lancement de la campagne dans les médias à Winnipeg et à Montréal : nombreux communiqués de presse ; implication d'un grand nombre de célébrités dans le lancement de la campagne ; le nombre de visites sur le site Internet de l'organisation a pratiquement doublé.
- Un plus grand nombre d'hommes a décidé de s'engager bénévolement auprès d'*Au-delà des frontières ECPAT Canada*, ce qui était l'un des objectifs visés. Alors que plusieurs hommes participent maintenant à cette démarche, ils n'étaient que quelques volontaires au départ. De nouvelles célébrités ont décidé de se rallier à la campagne, telles que Rick Campanelli, une personnalité de la télévision canadienne qui a été l'instigateur et le bienfaiteur de la campagne vidéo. D'autres célébrités, victimes d'abus durant leur enfance, se sont également associées à la campagne et ont témoigné publiquement.

La participation des hommes a eu un impact extrêmement positif sur l'organisation. Elle a insufflé une énergie nouvelle à l'équipe et a également permis à l'organisation de toucher de nouveaux publics. Max Poulin, un joueur de baseball local très connu, a par exemple organisé un petit-déjeuner de bienfaisance auquel ont participé 100 hommes pour discuter des questions liées à l'ESEC et du rôle que pourraient jouer les hommes. Plus récemment, un pilote de voiture de course, Damon Surzyszyn, a également décidé de soutenir *Au-delà des frontières ECPAT Canada* en faisant de la promotion pour l'organisation sur sa voiture et en diffusant le matériel promotionnel lors de courses automobiles professionnelles en Amérique du Nord.

- La campagne a également permis de créer une plateforme permettant aux hommes victimes d'abus d'en discuter ouvertement et de dissiper les sentiments de honte liés aux abus et à l'exploitation sexuels. Des hommes tels que le joueur de baseball Max Poulin, qui a décidé de partager publiquement son histoire, ou un ancien joueur de hockey de la LNH, abusé par son coach, ont également apporté leur soutien à l'organisation. Bien que cette conséquence ait été imprévue, elle a toutefois eu un impact retentissant.
- Aucune étude d'impact empirique n'a été réalisée pour mesurer le changement d'attitude des hommes par rapport à l'ESEC, cet exercice étant très onéreux et dépassant les moyens de l'organisation. Le niveau de participation sur lequel *Au-delà des frontières ECPAT Canada* a pu compter est toutefois déjà un bon indicateur d'impact. De plus, le fait que l'organisation ait contribué à changer positivement le discours concernant l'implication des hommes dans la lutte contre l'ESEC et à parler de victimisation était l'une des principales réalisations de la campagne.

REPRODUCTION DE LA CAMPAGNE ET RECOMMANDATIONS CLÉS

Deborah Zanke, consultante en communication ayant épaulé *Au-delà des frontières ECPAT Canada* dans le cadre de sa campagne, fait les recommandations suivantes :

- Identifier et concevoir des messages spécifiques en fonction de la zone géographique ciblée afin de garantir l'attrait de la campagne.
- Si vous travaillez avec des célébrités, commencez par formuler des demandes modestes et construisez ensuite sur cette base.
- Réfléchissez aux ressources susceptibles d'être partagées avec les agresseurs qui peuvent être à la recherche d'une aide (très peu de possibilités disponibles).

- Soyez prudents lorsque des hommes victimes d'abus sexuels décident de participer et de dévoiler leur histoire au grand public. Bien que cela soit très positif pour la campagne, la situation peut s'avérer difficile pour la personne qui révèle l'abus. Une fois que l'individu a raconté son histoire aux médias, elle lui échappe. S'il s'agit d'un homme connu, il doit être prêt à être questionné en public. D'autres victimes souhaiteront également partager leur histoire et lui demander son aide. Et enfin, en raison du mythe selon lequel les victimes d'abus deviennent souvent, à leur tour, des agresseurs, il est possible qu'il soit ensuite considéré avec méfiance. Avant de témoigner publiquement, la personne doit être informée de toutes les conséquences possibles et bénéficier d'une aide pour y faire face.

COMMENT CE TYPE DE CAMPAGNE A-T-IL ÉTÉ REPRODUIT AILLEURS ?

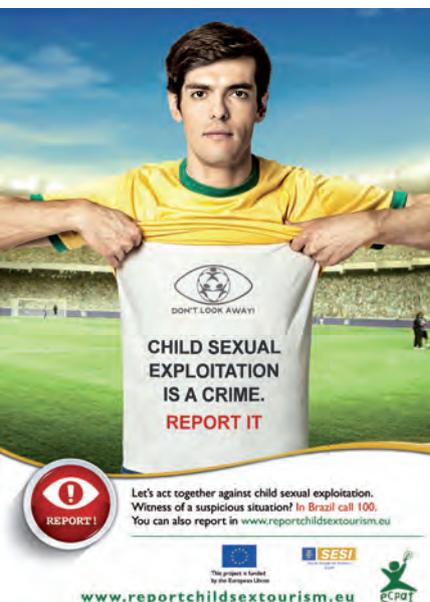
Depuis 2009, quelques campagnes de lutte contre l'ESEC mettant en scène des célébrités masculines ont été lancées. En voici quelques exemples :

« Real Men don't buy Girls » (Les vrais hommes n'achètent pas les filles) (US)



La Fondation Demi et Ashton (DNA), créée par Demi Moore et Ashton Kutcher, a lancé, en 2011, une campagne vidéo intitulée « Real Men Don't Buy Girls » (Les vrais hommes n'achètent pas des filles) visant à sensibiliser le public à l'exploitation sexuelle des enfants aux Etats-Unis.

Coupe du monde de football 2014



Avant la Coupe du monde de football au Brésil (2014), ECPAT a mené une campagne intitulée « Don't look away » (Ne détournez pas le regard) mettant en scène des joueurs de football brésiliens. Le joueur brésilien Kaká s'est associé à la campagne en faisant passer le message d'avertissement suivant : « L'exploitation sexuelle des enfants est un crime. Signalez les faits. Au Brésil, composez le 100 ou informez-nous en via le site www.reportchildsextourism.eu ».

Cette campagne est coordonnée par ECPAT France et a été réalisée avec cinq autres membres du réseau ECPAT en Allemagne, en Autriche, au Luxembourg, aux Pays-Bas, et en Pologne. Elle est

également mise en œuvre à divers niveaux dans 16 pays par des partenaires associés à la campagne (Belgique, Brésil, Bulgarie, République tchèque, Estonie, Gambie, Italie, Kenya, Madagascar, Roumanie, Sénégal, Afrique du Sud, Espagne, Suisse, Ukraine et Royaume-Uni).

Campagne vidéo de la Maison-Blanche contre les agressions sexuelles (US)



En 2014, la Maison-Blanche a dévoilé une campagne vidéo contre les agressions sexuelles. Elle met en scène de nombreuses célébrités, y compris le Président Obama qui déclare : « Il incombe à chacun d'entre nous de mettre fin aux agressions sexuelles, et ce combat commence par vous ».

« Say No to Sugar Daddies » (Dites non aux Sugar Daddies, à ces hommes qui exploitent les jeunes filles) (Ouganda)

Une campagne intitulée « Say no to Sugar Daddies » (Dites non aux Sugar Daddies) a été lancée par PACE/Population Service International Uganda en 2005 et en 2008.

Le phénomène des rapports sexuels transgénérationnels, c'est-à-dire des relations sexuelles hors mariage entre une jeune femme et un homme qui a au moins dix ans de plus qu'elle, est répandu en Afrique subsaharienne et constitue une norme sociale profondément ancrée dans de nombreuses régions. Les normes sociales dans certains pays peuvent effectivement créer un environnement qui incite les jeunes filles à avoir des relations sexuelles avec des hommes plus âgés. Ce comportement contribue également de manière significative à la forte prévalence du HIV/SIDA chez les jeunes filles.



Pour répondre à ce phénomène, PACE/Population Service International Uganda a décidé de mener une campagne de sensibilisation et a demandé un soutien à de nombreuses personnalités et hommes politiques influents, dont le Ministre de l'éthique et de l'intégrité, Tim Lwanga¹, qui est apparu dans la campagne en demandant expressément aux hommes « d'arrêter de s'attaquer à des jeunes filles ».

¹ Actuellement membre du Parlement ougandais pour le comté de Kyamuswa (district de Kalangala)

QUELQUES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE CAMPAGNES DE SENSIBILISATION SUSCEPTIBLES DE PRODUIRE DES EFFETS CONTRAIRES

Exemples de campagnes de lutte contre le phénomène des sugar daddies

Une étude récemment menée en Afrique du Sud a révélé que « au moins 28% des jeunes filles sont testées positives au VIH contre seulement 4% des jeunes garçons dans le pays ». ² Le Ministre de la santé, Aaron Motsoaledi, a déclaré : « Il apparaît clairement que ce ne sont pas les jeunes garçons qui couchent avec ces filles, mais des hommes plus âgés. Nous devons intervenir pour lutter contre le phénomène des *sugar daddies* parce qu'ils détruisent nos enfants ».

Ideas42, une organisation américaine qui met son expertise dans le domaine de l'économie comportementale au service de la recherche de solutions à des problèmes sociaux, a été mandatée pour initier une campagne de sensibilisation en Afrique du Sud en vue de résoudre le problème des *sugar daddies*. Ideas42 a suivi la méthode proposée par Paluck & Ball dans : « *Social norms marketing aimed at gender based violence : a literature review and critical assessment, International Rescue Committee* » ³ (Marketing des normes sociales pour lutter contre les violences basées sur le genre : analyse documentaire et évaluation critique, International Rescue Committee). Il s'agit tout d'abord de comprendre les normes sociales de la communauté, d'élaborer ensuite un programme axé sur ces normes sociales et enfin d'assurer son suivi, de l'évaluer et de l'adapter.

Ideas42 a par conséquent analysé les causes qui favorisent les relations sexuelles intergénérationnelles. « Trois facteurs sociétaux sont à l'origine de comportements à risque :

- 1) les femmes se sentent obligées d'avoir des relations sexuelles en guise de remerciement pour un cadeau reçu,
- 2) le fait d'avoir des partenaires multiples et simultanées est synonyme de virilité,
- 3) le fait d'avoir des rapports sexuels avec une jeune fille vierge permet de guérir du VIH.

Si le sexe est une contrepartie aux cadeaux reçus, les hommes plus âgés, ayant de meilleurs emplois et de meilleurs revenus, pourront plus facilement se permettre d'avoir des partenaires sexuelles. Si le fait d'avoir des partenaires multiples témoigne de la virilité d'un homme, ces hommes plus âgés se sentent contraints d'avoir des partenaires multiples et occasionnelles. Et enfin, si les jeunes filles sont perçues comme étant moins susceptibles d'être atteintes du VIH (voire comme ayant le pouvoir de guérir du VIH), ces hommes plus âgés en quête de partenaires multiples essaieront de trouver des jeunes filles ». ⁴

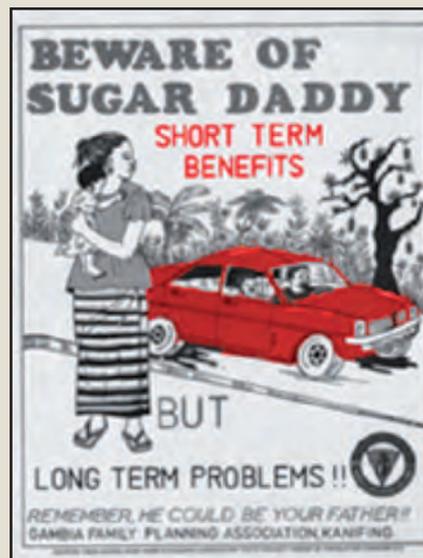
Ideas42 a également passé au crible certaines anciennes campagnes axées sur la diminution des pratiques sexuelles intergénérationnelles et a tenté de comprendre pourquoi certaines campagnes n'avaient pas été couronnées de succès. L'analyse a donné lieu au constat suivant : alors que le message explicite de la campagne consistait à décourager les relations sexuelles intergénérationnelles, le message implicite aurait pu inciter les jeunes filles à faire le contraire. Il est indispensable de bien comprendre pourquoi les jeunes filles choisissent d'avoir des rapports sexuels avec des hommes plus âgés pour éviter de concevoir une campagne qui pourrait malencontreusement rendre les *sugar daddies* plus attirants !

² <http://www.sowetanlive.co.za/news/2013/03/14/28-of-schoolgirls-are-hiv-positive>

³ <http://static.squarespace.com/static/5186d08fe4b065e39b45b91e/t/52d1f24ce4b07fea759e4446/1389490764065/Paluck%20Ball%20IIRC%20Social%20Norms%20Marketing%20Long.pdf>

⁴ www.ideas42.org

Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de campagnes menées en Afrique, susceptibles d'avoir des effets contraires :



Message voulu : être avec un sugar daddy va vous apporter des problèmes à terme.

Message qui peut être compris : les personnes voient souvent les intérêts à court-terme. Quelle différence entre un sugar daddy et une carte de crédit ?

On pourrait comprendre que le fait d'être avec un sugar daddy permet d'accéder à une personne ayant de l'argent ... et que la relation pourrait déboucher sur une grossesse, avec à la clé un mariage et de la stabilité.



Message voulu : être avec un sugar daddy, ce n'est pas de l'amour. C'est un arrangement à court-terme.

Message qui peut être compris : les sugar daddies offrent des téléphones portables et des cadeaux...

Il peut être compris que les sugar daddies prennent soin de leurs petites amies. C'est précisément ce que peuvent rechercher des jeunes filles défavorisées.



Message voulu : les sugar daddies détruisent des vies.

Message qui peut être compris : les sugar daddies te donnent du cash !

Là encore, le message peut faire valoir que les sugar daddies prennent soin de leurs petites amies, et permettent d'accéder à un certain statut. C'est précisément ce que peuvent rechercher des jeunes filles défavorisées.

QUELQUES SUGGESTIONS DE PRATIQUES EXEMPLAIRES

Après avoir analysé les effets contraires potentiels, l'organisation a mis en lumière certaines **pratiques exemplaires pour les campagnes visant à changer les normes sociales :**

- De nouvelles normes doivent venir remplacer les anciennes normes. Si l'on se contente d'affaiblir les anciennes normes, il est possible qu'elles réapparaissent.
- Les nouvelles normes doivent être crédibles et acceptables aux yeux de la communauté.
- Préférer les normes descriptives aux normes prescriptives
- Les normes descriptives peuvent avoir un effet contraire (les normes descriptives représentent les comportements actuels

des groupes. Celles mises en lumière par des statistiques peuvent être mal interprétées : le chiffre révélant que « 15% des jeunes filles ont fréquenté des sugar daddies » peut être considéré comme étant étonnamment élevé et pourrait inciter les 85% restants à faire de même).

- S'attaquer à la perception des normes en changeant la perception qu'en ont les autres au sein de la communauté.
- Relier les normes à des actions.
- Identifier des acteurs clés qui feront entendre leur voix et qui se mobiliseront pour lutter contre des normes superflues.
- Créer des occasions pour intégrer les nouvelles normes.

Afin de concrétiser les pratiques exemplaires susmentionnées, il pourrait être utile de considérer **certaines questions proposées par Paluck & Ball concernant les messages à adresser :**

- « Quels comportements recommandez-vous en lieu et place des comportements que vous souhaitez changer ?
- Que pourriez-vous faire pour faciliter l'adoption de ces comportements par votre public ? En d'autres termes, comment pouvez-vous les pousser à adopter ces nouveaux comportements ?
- Qui pourrait formuler ces messages de manière à ce qu'ils trouvent un écho au sein de la communauté ? Y a-t-il des membres de la communauté qui pourraient travailler sur le langage à utiliser dans ces messages (auteurs-compositeurs, artistes, chefs de la communauté, dirigeants religieux et/ou membres du public cible) ?
- Qui pourrait véhiculer ces messages de manière convaincante à la communauté ? Des chanteurs, des artistes, les chefs de la communauté et/ou des membres représentatifs de la communauté ?
- Quels types d'émissions populaires / de programmes médiatiques existant déjà au sein de la communauté pourraient être utilisés aux fins de la campagne ?
- Quels effets négatifs potentiels le programme peut-il avoir? »⁵

Ces questions peuvent contribuer à définir les messages de la campagne pour qu'elle soit efficace et convaincante, et à éviter que la campagne n'ait l'effet inverse. La mobilisation d'acteurs clés pour promouvoir les messages peut être un moyen efficace d'encourager des changements de normes et d'assurer une participation positive des hommes dans la lutte contre l'ESEC.

Paluck & Ball recommandent également de rester flexible et de faire preuve d'ouverture s'agissant d'adapter les messages suite aux réactions suscitées par les projets pilotes ou même durant la campagne.



⁵ Paluck & Ball « Social Norms Marketing Aimed at gender Based violence : a literature review and critical assessment, International Rescue Committee » (Marketing des normes sociales pour lutter contre les violences basées sur le genre : analyse documentaire et évaluation critique, International Rescue Committee)

LE GENRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

L'implication des jeunes en vue de prévenir l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales

CONTEXTE

Au Pérou, en 2006, d'après les données disponibles du Ministère de la femme et des populations vulnérables, 9600 enfants étaient victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, dont une majorité de filles.

L'ONG péruvienne Capital Humano y Social (CHS) Alternativo, membre du réseau ECPAT International est une organisation dont la mission principale est de promouvoir la protection des droits humains, et en particuliers des droits des enfants et des adolescent-es dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains, le trafic illicite de migrants et des personnes disparues.

CHS/ Alternativo mène des projets dans toutes les régions du Pérou. Son bureau central se trouve dans la capitale, Lima, et l'association gère également deux centres de référence pour les victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales : un à Lima et un à Iquitos. CHS/ Alternativo a adopté une stratégie en faveur de l'égalité femmes-hommes et travaille en partenariat avec des garçons adolescents dans le cadre de ses actions de prévention en milieu scolaire.

Afin de prévenir l'ESEC, CHS/ Alternativo a lancé en 2010-2011, un projet pilote sur les enjeux de genre et de la déconstruction de la masculinité auprès de jeunes adolescents filles et garçons, âgés de 12 à 16 ans dans des écoles de quatre régions : Lima, Junín, Cusco, Loreto.

Ces actions sont le résultat d'une prise de conscience dans la lutte contre l'ESEC : afin de gagner en efficacité, il faut travailler sur les mentalités et la construction de la masculinité pour prévenir la demande et ainsi réduire le nombre de potentielles victimes de l'ESEC.

En effet, d'après l'ONG, la majorité des abuseurs de l'ESEC sont des hommes. En tant qu'hommes péruviens, ils ont reçu une éducation et ont été socialisés dans des sociétés qui leur ont transmis des messages stéréotypés sur la masculinité, comme par exemple : « les hommes doivent être sexuellement actifs », « ils doivent dominer la situation », « ils doivent d'abord s'occuper d'eux-mêmes et pas de la personne avec laquelle ils entretiennent une relation », « tout le monde ne mérite pas le respect », « si tu désires quelque chose et que tu peux l'avoir prends le, même si cela génère de la souffrance »¹.

Une analyse rapide des dictons populaires et des expressions utilisées par les adolescent-es confirme que ces messages sont très présents dans la socialisation des jeunes hommes. Si cela ne revient pas à dire que tous les jeunes hommes deviendront des abuseurs, et que ces messages sont l'unique cause du phénomène, ils doivent cependant être pris en compte dans le cadre d'une stratégie de prévention de l'ESEC. Ceci implique de travailler avec les jeunes sur ce que signifient ces messages et sur comment les déconstruire.

¹ Phrases types issues de l'entretien avec CHS/ Alternativo



L'école est un espace de socialisation et donc de reproduction des stéréotypes et des inégalités. Il est ainsi doublement pertinent de travailler en milieu scolaire afin de prévenir la reproduction des inégalités qui alimentent les rapports de pouvoirs entre les sexes et entre les générations, pour prévenir efficacement l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

METHODOLOGIE

Plusieurs étapes de travail ont été nécessaires pour mettre en place des sessions de formations dans les écoles partenaires de l'ONG.

- En premier lieu, une équipe pilote composée des membres de l'ONG et de professeur-es des collèges s'est constituée pour analyser et tester un manuel de formation sur le genre et la masculinité qui avait été élaboré en Uruguay.
- Le manuel, trop long et trop théorique, a été reformulé par les membres de l'équipe autour de 4 modules thématiques, découpés en 3 activités chacun. Ces modules, animés de façon participative, permettent d'aborder les enjeux de la construction des rôles sociaux de genre dans la société, de leur lien avec la sexualité, la violence et l'ESEC.

- Une fois le manuel constitué, les équipes de CHS/Alternativo ont formé les professeur-es dans les collèges des 4 régions afin qu'ils-elles puissent être en capacité d'animer les formations. Des sessions intensives de formation de formateurs-trices ont été organisées sur la base du manuel. (*voir encart sur l'extrait du manuel de formation*).
- Les professeur-es ont été sélectionné-es sur une base volontaire dans chacun des collèges des 4 régions. La répartition entre femmes et hommes était d'environ 60% des femmes et 40% d'hommes.

RÉUSSITES ET DÉFIS

D'après le directeur du CHS/ Alternativo, Alberto Arenas, il est intéressant de constater que les professeur-es ont parfois émis des préjugés et des résistances plus fortes que les élèves dans les discussions relatives à la construction des rôles sociaux et de la répartition des tâches entre les femmes et les hommes.

Inversement, les élèves, filles et garçons ont montré un grand enthousiasme, ainsi qu'une grande ouverture d'esprit dans les débats. Ils et elles ont montré une certaine connaissance sur la question des rôles sociaux et des stéréotypes, et une volonté de faire évoluer les pratiques et les comportements dans l'avenir. Sur le sujet, par exemple de la relation entre pères et fils, les jeunes hommes ont exprimé leur désir de voir leur père exprimer davantage leurs sentiments et leur tendresse envers eux. La question des violences intrafamiliales et de leur impact sur les enfants est également abordée.

Il a fallu cependant s'adapter à des réalités culturelles différentes entre les régions au sein même du pays. Les jeunes de la région d'Amazonie se sont montrés plus ouverts pour parler de sexualité que les jeunes de la région Andine. Ceci peut s'expliquer par le fait que la région andine est plus reculée et rurale et que les rôles entre les femmes et les hommes y sont plus spécifiquement définis.

Sur les relations humaines et sexuelles, le message principal véhiculé par les animateurs-trices réside sur le principe de respect de l'autre et de protection de l'autre dans la relation, vu comme la condition d'une relation harmonieuse et sans violence. Ces valeurs permettent d'aborder ensuite le thème spécifique, de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Les sessions portent sur la détection de ces types de violences, qui viennent des adultes (majoritairement hommes) en direction des jeunes femmes mais aussi des jeunes hommes homosexuels qui peuvent être engagés dans des réseaux de prostitutions homosexuels (dans la zone de la Selva, notamment).

IMPACTS DU PROJET

D'après CHS/ Alternativo, le projet a eu un impact bénéfique auprès des jeunes dans les 4 régions, à différents niveaux :

- La stratégie de prévention permet aux jeunes de réfléchir sur des modèles de relations interpersonnelles plus respectueuses et plus responsables et d'arriver à construire des relations égalitaires en évitant les violences sexuelles sous toutes leurs formes.
- Elle génère une réflexion sur la construction des inégalités de genre qui sont à l'origine des violences de genre et d'ESEC.
- Elle reconnaît le rôle clé des éducateurs-trices dans la promotion de la culture de l'égalité et l'importance des institutions éducatives pour atteindre le plus grands nombres d'adolescent-es dans une forme soutenable et répliquable.

POINTS CLÉS ET RÉPLICABILITÉ

Ce projet est répliquable dans un autre pays et dans un autre contexte. Le manuel peut être utilisé comme support de base. Il doit être adapté aux contextes nationaux et locaux. Une formation pilote peut être élaborée qui permettra de tester les méthodes d'animation et d'adapter les messages, avant d'élargir le programme à d'autres écoles.

Dans le cas du Pérou cette adaptation a été réalisée à travers la mise en place d'un groupe de pilotage composé des membres de l'ONG et des professeur-s référent-es.

Pour les facteurs clés de réussite, le directeur de CHS/ Alternativo recommande notamment de prêter une attention particulière à :

- Laisser parler les jeunes ouvertement
- Les écouter
- Avoir un bon facilitateur/ ou facilitatrice
- Utiliser une méthode participative

Pour en savoir plus : Voir lien vers le site du CHS/ Alternativo : <http://www.chsalternativo.org>

ZOOM : EXTRAIT DU MANUEL DE FORMATION :

Le manuel de formation est constitué de quatre modules thématiques sur :

- le sexe et le genre,
- la sexualité,
- la violence
- la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

Chaque cycle de formation aborde un thème et comprend trois activités, d'environ 45 minutes. L'ordre des activités respecte un cycle d'apprentissage.

Pour chacun des thèmes, le rythme est le suivant :

- **Activité 1 :** Collecter les idées du groupe, remettre en question les présupposés et commencer à les mettre en relation avec les concepts
- **Activité 2 :** Transmettre les concepts, analyser la réalité à partir de ces nouvelles idées et points de vues
- **Activité 3 :** Réaliser une synthèse finale et projeter des nouvelles alternatives.

Les modules sont tous construits sur le même triptyque. Ils permettent d'amener les enjeux relatifs aux stéréotypes de genre (1), à la sexualité (2), puis aux violences (3) et enfin aux violences sexuelles et à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales (4). Cette construction graduelle souligne qu'il y a une logique entre la construction des stéréotypes de genre, qui engendrent des comportements différenciés, et qui peuvent engendrer des inégalités, voire des violences. Les modules permettent également d'aborder le caractère complexe de la sexualité et des différentes formes de violences.

Le dernier module porte spécifiquement sur l'ESEC et vise à permettre aux jeunes d'identifier des situations d'ESEC, d'évaluer des stratégies de protection et enfin d'envisager une campagne de prévention contre l'ESEC. Les modules sont tous complémentaires les uns des autres et engendrent une évolution de la réflexion des jeunes depuis la construction des inégalités de genre jusqu'à la prévention de l'ESEC.

Exemple de 2 modules :

MODULE 1 : SEXE ET GENRE

Activité 1 : Sexe et genre : égalité ou différences ?

Objectif : Faire émerger les présupposés et les stéréotypes sur les différences entre les femmes et les hommes dans la société.

Par groupe de 6, les jeunes filles et garçons dessinent la silhouette d'une femme ou d'un homme. Une fois que les silhouettes sont dessinées, on propose à chaque groupe de représenter une sphère de la vie dans chacune des parties du corps :

- dans la tête, ce que l'on pense,
- dans les mains ce que l'on fait,
- sur la poitrine ce que l'on ressent, sur les pieds, les erreurs que l'on commet.

Puis, les adolescent-es sont invité-es à dessiner dans les différentes parties du corps. A la fin, les travaux sont collés sur les murs et mis en communs collectivement. Puis il est demandé aux jeunes, *si elles s'identifient avec ce qui a été dit ? Si toutes les jeunes femmes et tous les jeunes hommes sont comme cela ? S'il existe de grandes différences entre les filles et les garçons ? A quoi peut-on attribuer ces différences ?*

Apprentissage : Ce module permet d'aborder les concepts de genre, de la construction sociale du masculin et du féminin et de la manière dont cela peut affecter la vie des adolescent-es.

Activité 2 : Ce que l'on m'a enseigné

Objectif : Reconnaître les messages sexistes dans la vie quotidienne.

A partir de publicités en format papier ou audiovisuels, on demande aux jeunes d'avoir une vision critique. On leur demande de répondre aux questions suivantes : *Ces publicités reflètent-elles la vie quotidienne ? Cela pourrait-il être autrement ? Quelles images des femmes et des hommes ces publicités véhiculent-elle ? Quels types de relations entre les femmes et les hommes observe-t-on dans ces scènes ? Quels stéréotypes ou croyances reflètent ces messages ?*

Apprentissage : Ce module permet de développer des capacités critiques, de faire le lien entre des messages sexistes et les comportements dans la société, de faire le lien entre ces messages et la violence.

Activité 3 : Dessiner le futur

Objectifs : Envisager de nouvelles relations entre les femmes et les hommes

Matériel nécessaire : photos d'hommes et de femmes de différentes époques et cultures, feuilles de couleur, agrafeuses et agrafes, marqueurs, feutres...

Il est recommandé de développer cette activité avec un groupe qui a déjà travaillé sur les deux premières activités. Tout d'abord, le groupe analyse les habitudes vestimentaires des femmes et des hommes à différentes époques et de différentes cultures en es-



sayant de comprendre quelles sont les raisons et les représentations sociales qui expliquent ces modes vestimentaires. Dans un second temps, on se réunit en petits groupes de 4 à 6 personnes qui sont invité-es à imaginer un vêtement du futur, libéré des stéréotypes de genre. Chaque groupe devra vêtir un de ses membres en ajoutant des mots épinglés sur le vêtement afin de comprendre le sens du vêtement. Ensuite, un défilé peut être organisé et une analyse de chaque modèle est réalisée en équipe.

Apprentissage : Capacité à appliquer de façon pratique les concepts vus antérieurement, imaginer des alternatives aux rôles traditionnellement assignés aux femmes et aux hommes, identifier les potentiels d'évolution des comportements et des pratiques.

MODULE 4 : VIOLENCE SEXUELLE ET ESEC

Activité 1 : Signaler

Objectif : Savoir identifier des situations de violences sexuelles dans notre vie quotidienne.

Ce module doit être mené avec les groupes qui ont déjà travaillé sur les autres modules. Les participants sont divisés en 4 sous-groupes et chacun doit réfléchir sur un espace donné : les institutions éducatives, la rue et les espaces publics, les moyens de communication en général, les actualités. On demande aux jeunes de réfléchir à des situations possibles de violences sexuelles dans chacun des 4 espaces. Chaque groupe travaille à partir de ses observations et des informations disponibles dans la presse par exemple. Une semaine plus tard, chaque groupe doit faire un rapport sur les violences sexuelles dans l'espace qu'il a traité, dans le format qu'il choisit : photos, affiches, film, présentation.

L'animateur-trice enrichit les analyses avec les concepts relatifs aux violences sexuelles et à l'ESEC.

Apprentissages : Capacités à analyser le réel avec des nouveaux concepts et capacités à identifier les différents types de violences sexuelles.

Activité 2 : Le Mur

Objectif : Analyser les facteurs de vulnérabilité et de protection des enfants et des adolescent-es filles et garçons en situation d'ESEC.

L'activité démarre par une présentation interactive de ce qu'est l'ESEC et quelles sont ses modalités les plus courantes.

La seconde partie permet de faire un exercice en groupe. Sur une feuille affichée au mur sont dessinés, un mur de brique et, le long du mur de brique, un escalier. Les marches de l'escalier correspondent à la disposition des briques.

On forme 4 groupes. 2 groupes travaillent sur le mur et doivent réfléchir aux conditions, circonstances et interventions qui peuvent protéger les enfants face à l'ESEC. Par exemple, aller à l'école, avoir une police efficace dans la ville....

Les 2 autres groupes travaillent sur l'escalier et doivent réfléchir à ce qui facilite la vie des proxénètes. Par exemple, que les gens le sachent mais ne disent rien, le fait de ne pas se sentir mal en violant les droits d'une fille ou d'un garçon...

Les facteurs sont inscrits sur les briques du mur et sur les marches des escaliers. Si les marches sont plus hautes que les briques, il faudra donc renforcer les mécanismes de protection en direction des enfants. Si les briques sont plus hautes que les escaliers, il faut réfléchir à soutenir ces mécanismes.

Apprentissages : Comprendre le concept de l'ESEC, identifier les facteurs de protection et comprendre la nécessité de mettre en place des stratégies pour faire face au problème.

Activité 3 : La campagne

Objectif : Synthétiser les concepts et les contenus travaillés et apprendre à les communiquer

On propose au groupe de trouver des réponses à la question suivante, sur la base de leur expérience : « *Quels sont les trois messages fondamentaux que vous pourriez transmettre aux autres pour prévenir des situations de violences sexuelle et d'ESEC ?* ». Les messages doivent être formulés de façon positive. Par exemple, au lieu de dire : « *Il ne faut pas être violent avec les autres dans aucun aspect de leur vie et notamment de leur vie sexuelle* », on peut dire : « *Nous avons le droit d'être respecté-es et nous devons respecter les autres dans tous les aspects de leur vie, notamment de leur vie sexuelle* ». Les messages choisis seront ensuite inscrits sur des affiches, à destination des autres étudiant-es. La réalisation des affiches pourra se faire en sous-groupe, en fonction des préférences des élèves. Les affiches seront ensuite exposées dans le centre éducatif et une discussion pourra être organisée au sujet de leur impact sur les élèves et les professeurs lors de la session suivante.

Apprentissage : Capacité à identifier les priorités de chaque groupe, capacité à communiquer au travers d'un média, commencer à visualiser le rôle possible des jeunes filles et garçons dans la prévention des violences et de l'ESEC.





MAKE-IT-SAFE

Une campagne de sensibilisation sur les risques d'exploitation sexuelle en ligne

Make-IT-Safe est une initiative mondiale dont l'objectif est de rendre l'Internet et les technologies interactives plus sûrs pour les enfants et les jeunes en général, où qu'ils se trouvent. Tout a commencé par une campagne publique visant à attirer l'attention des décideurs politiques et de l'industrie de l'informatique sur leur responsabilité quant au niveau de sécurité des technologies en ligne, notamment pour les enfants et en particulier contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (ESEC). La première étape fut une pétition en ligne et la mise à disposition de ressources ouvertes (open-source) destinées aux lobbies. En 2008, et après 2 années de sensibilisation, ECPAT ne laissa pas retomber l'enthousiasme ambiant et décida de l'utiliser comme un tremplin pour rendre les technologies de l'informatique plus sûres !

En privilégiant une approche participative, les organisations sont entrées en contact avec des enfants et des jeunes et les ont encouragés à analyser leur propre attitude vis-à-vis de l'Internet et des risques qui y sont associés, notamment en termes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales potentielle. Elles ont en outre proposé des formations sur leurs droits et 10 pays ont rejoint le programme : 5 pays d'Afrique de l'Ouest (Togo, Bénin, Ghana, Côte d'Ivoire et Gambie) et 5 d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Ethiopie, Zambie et Afrique du Sud). La campagne ciblait les jeunes filles et les jeunes garçons, en particulier celles et ceux qui sont à risque, ainsi que les propriétaires de cybercafés. Les parents et les professeurs étaient aussi impliqués.

LE PROBLÈME

Les enfants utilisent de plus en plus les nouvelles technologies d'information et de communication (TIC), comme Internet, qui ne sont actuellement pas soumises à des politiques uniformes, ni à des lignes directrices cohérentes. En conséquence, ils se retrouvent souvent seuls face au risque d'être victimes d'exploitation sexuelle. En effet, les enfants utilisent souvent les réseaux sociaux ou visitent des sites internet pornographiques qui peuvent être utilisés par des pédophiles cherchant à entrer en contact avec des enfants, en vue de les exploiter. Les enfants peuvent également parfois être grugés, trompés ou contraints à commettre des actes sexuels débouchant sur la production de matériels vidéo pédophiles.

Bien que l'utilisation de la technologie se propage rapidement en Afrique et que les enfants ont un accès à Internet à la maison, à l'école et dans les espaces publics, ils ne reçoivent que très peu de consignes qui leur permettraient de garantir leur sécurité en ligne. En général, les parents, les enseignants et les exploitants de cybercafés ne sont pas en mesure de protéger efficacement les enfants, car ils ne sont pas

suffisamment conscients ou informés des risques potentiels et des dangers en ligne, notamment en matière d'exploitation sexuelle. Alors que les pays ont investi massivement dans le développement des TIC, les mesures relatives à la protection de l'enfance n'ont malheureusement pas suivi la même tendance.¹

Objectifs de Make-IT-Safe :

- Rendre les jeunes autonomes pour qu'ils défendent la sécurité en ligne
- Encourager les cybercafés à signer un code de conduite

LES OBJECTIFS

L'objectif d'ECPAT est de faire en sorte que les avantages découlant d'Internet et des nouvelles technologies ne soient pas mis en péril par ceux/celles qui veulent les utiliser pour exploiter sexuellement des enfants. Le projet Make-It-Safe a pour but de sensibiliser tout d'abord (i) les jeunes pour qu'ils modifient leur comportement et évitent les situations à risque, (ii) mais aussi les exploitants de cybercafés et les écoles, pour qu'ils mettent en place un environnement sûr en ligne.

LA MÉTHODOLOGIE

Une première étude a été effectuée dans cinq pays africains (Cameroun, Gambie, Kenya, Togo et Ouganda), l'objectif était de mieux comprendre l'utilisation des TIC par les enfants, les risques qu'ils peuvent rencontrer et leurs réactions. Il s'agissait d'une stratégie partant de la base vers le sommet et organisant des formations



¹ Rapport ECPAT Make-IT-Safe

et des événements de sensibilisation, pour que les jeunes filles et garçons comprennent clairement les dangers et risques liés à l'ESEC via Internet. Ces jeunes formés et autonomes deviennent alors des ambassadeurs au sein de leur propre communauté, ils se rendent dans les cybercafés et parlent du code de conduite du projet Make-IT-Safe.

ETUDE SUR L'UTILISATION DES TIC PAR LES ENFANTS

Grâce à une stratégie participative et à la mobilisation des jeunes garçons et filles dans les écoles et les clubs, ECPAT International et ses partenaires nationaux² au Cameroun, en Gambie, au Kenya, au Togo et en Ouganda, ont interrogé plus de 1000 adolescents, pour mieux comprendre leurs habitudes en ligne, les risques potentiels et leurs réactions face à des situations d'abus. Un autre aspect clé de cette enquête était l'identification du manque de connaissances sur la sécurité en ligne dans chaque pays et communauté, pour développer des recommandations destinées aux décideurs politiques, aux écoles et aux activistes locaux et portant sur la question de savoir comment améliorer la protection des enfants contre les abus en ligne.



Un autre aspect clé de cette enquête était l'identification du manque de connaissances sur la sécurité en ligne dans chaque pays et communauté, pour développer des recommandations destinées aux décideurs politiques, aux écoles et aux activistes locaux et portant sur la question de savoir comment améliorer la protection des enfants contre les abus en ligne.

L'enquête ciblait les enfants âgés de 11 à 18 ans et les jeunes de 19 à 24 ans, ainsi que les adultes responsables, comme les enseignants et les exploitants de cybercafés. C'est une enquête réalisée par les jeunes.

Cette enquête basée sur les expériences vécues par les enfants et les jeunes a débouché sur des résultats intéressants.

Contrairement à la croyance populaire, de nombreux enfants ont expliqué qu'ils préfèrent que des adultes se chargent de leur protection quand ils sont connectés, cependant ils ne veulent pas que leurs parents limitent leurs centres d'intérêt habituels. Les téléphones portables sont de plus en plus souvent utilisés comme portes d'accès bon marché vers Internet. Toutefois, les principaux points de connexion sont les cybercafés ou les lieux publics.

L'étude indique que les expériences faites en ligne impactent différemment les enfants selon leur âge, leur sexe et leur histoire personnelle. En effet, les enfants ayant vécu des situations difficiles ou traumatiques (expériences d'exclusion sociale, violence domestique, abus sexuels, etc...) peuvent non seulement plus facilement se trouver exposés à des situations d'abus en ligne, mais également en souffrir davantage.³

L'enquête met en lumière certaines différences d'habitudes entre les filles et les garçons et qui requièrent des réactions spécifiques.

- *Les différentes utilisations d'Internet par les filles et les garçons* : les réseaux sociaux sont très présents dans la vie des enfants africains, notamment chez les jeunes filles (54% des filles âgées de 11 à 13 ans) et chez la majorité des garçons de plus de 14 ans (par exemple 56% des garçons âgés de 14 à 16 ans pour 38% des filles).
- *Encadrement* : il semble qu'il n'y ait que peu d'encadrement de la part des parents quant à l'utilisation d'Internet et des téléphones portables. Cependant, les parents adoptent des comportements différents vis-à-vis des filles et des garçons. Par exemple en Gambie, les parents se montrent plus inquiets pour les jeunes filles (11 à 13 ans) quant à l'utilisation des téléphones portables et prennent des mesures pour éviter tout abus. Toutefois, aucun garçon âgé de 11 à 13 ans n'a reçu un

quelconque encadrement de la part de ses parents. Aucun des garçons âgés de 17 à 18 ans, dans aucun pays, n'a déclaré que ses parents souhaitaient vérifier les sites web qu'il visitait ou prendre le temps de découvrir ces sites ensemble.

- *Visionner des vidéos pornographiques* en ligne est une habitude très répandue (49%), avec une prévalence supérieure chez les garçons. Généralement, tant les filles que les garçons partagent leurs expériences entre eux. Résultat particulièrement déroutant : une vaste proportion (54%) des jeunes interrogés a déclaré avoir vu un jeune de leur âge dans des vidéos pornographiques, notamment 75% des garçons âgés de 14 à 16 ans et plus de 80% des 17-18 ans.
- *Environ 10% des enfants ont été abordés en ligne par des contacts leur demandant de partager des images d'eux à caractère sexuel.* Certes un très faible pourcentage (3%) a partagé de telles images, cependant les plus jeunes l'ayant fait étaient âgés de 11 à 13 ans, et au Kenya il s'agissait avant tout de garçons.
- *Au total, 15% des enfants interrogés ont déclaré que recevoir des images ou des vidéos à caractère sexuel de la part de contacts en ligne les avait gênés.* Les principaux éléments mettant les enfants mal à l'aise sont avant tout envoyés par courriel (23%), puis via les réseaux sociaux (22%), les services de messagerie instantanée (17%) et beaucoup plus rarement via les chat-rooms.
- *Ce sont les filles qui sont le plus dérangées par les personnes qui tentent de les blesser via l'Internet (harcèlement sexuel, harcèlement moral en ligne, diffamation, etc.), par contre les garçons semblent mieux gérer ces phénomènes.* Un pourcentage élevé de filles et de garçons interrogés (62%) ont parlé à quelqu'un quand ils étaient gênés ou se sentaient mal à l'aise. Un très grand nombre d'entre eux (44%) a cherché de l'aide auprès de leurs ami(e)s, puis de leurs frères et sœurs (19%) et de leurs parents (18%). Peu d'entre eux (3%) ont demandé de l'aide à la police, ce qui démontre néanmoins la gravité de l'incident.

« Selon le travail du groupe consultatif pour l'Afrique, les filles et les garçons n'adoptent pas le même comportement quand ils sont connectés : les garçons se sentent moins en danger en tant que victimes, mais visionneraient volontiers des films pornographiques. Les filles, elles, sont timides lorsqu'elles s'adressent à un étranger, pourtant elles rejoignent volontiers des sites de rencontre pour nouer des conversations romantiques avec des Occidentaux plus âgés. » Anjan Bose, Coordinateur de la recherche pour le programme Make-IT-Safe, ECPAT International.

- *Fréquenter des cybercafés en groupes a un impact sur la protection de l'enfant* : les jeunes garçons et les jeunes, de façon générale, se sentent plus à l'aise quand ils téléchargent des contenus adultes ou inappropriés dans un cybercafé quand ils sont en groupe, puisqu'ils sont encouragés par leurs pairs. Ils se sentent en outre confortés dans leur action, puisque leurs amis semblent apprécier le contenu aussi. De plus, les autres clients ne peuvent pas voir ce qu'ils regardent et téléchargent quand le groupe se rassemble et est suffisamment grand pour cacher l'écran de la vue d'autrui, sans parler du partage des frais qui rend la connexion moins onéreuse. Les filles aussi se sentent plus en sécurité en groupe quand elles échangent des informations sur des sites de rencontre, par contre elles ne sont pas à l'aise lorsqu'elles utilisent Internet dans un lieu public à cette fin et qu'elles sont seules.⁴

² ASSEJA au Cameroun ; CPA en Gambie ; ECPAT au Kenya ; WAO Afrique au Togo ; et Rights of Young Foundation en Ouganda

³ Recherche TIC en Afrique, ECPAT International

⁴ Recherche TIC en Afrique, ECPAT - Consultation sur la sécurité des enfants en ligne organisée au Togo, en Afrique, en 2010

UNE STRATÉGIE QUI IMPLIQUE POSITIVEMENT LES HOMMES ET LES GARÇONS

Au départ, le programme ne visait pas spécifiquement la mobilisation des garçons ou des hommes, mais au fil des différentes activités menées lors de la campagne, la méthodologie a été adaptée en vue de réagir aux comportements différents adoptés par les garçons et les filles et aux risques associés. Le programme a montré que le sexe des utilisateurs influençait considérablement le type d'activité en ligne et qu'il fallait aborder les comportements des filles et des garçons de façon à avoir un impact substantiel.

LA MÉTHODOLOGIE DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE MAKE-IT-SAFE

Une méthodologie globale a été conçue puis adaptée à chaque pays : elle prévoit une démarche de pairs à pairs et l'action de jeunes « ambassadeurs ». En vue de former ces ambassadeurs et de développer leurs capacités, des groupes de discussion rassemblant des garçons et des filles, ensemble et/ou séparément, ont été mis sur pied dans les écoles et au niveau des communautés. Une session type de discussion et de renforcement des capacités propose les modules suivants (basé sur un atelier au Togo) :

- *Explorer et comprendre les activités en ligne des enfants et des jeunes* : cette session interactive pousse les jeunes à participer à un exercice de groupe leur permettant de présenter leurs idées et expériences. Ceci permet de mieux comprendre 1) les modes d'interaction des jeunes avec les applications des TIC, 2) les dynamiques et caractéristiques des réseaux sociaux, chats, et applications en ligne qu'ils utilisent le plus fréquemment et 3) leurs connaissances et leur degré de sensibilisation face aux risques et mécanismes de protection. Les résultats sont ensuite analysés par le groupe, ce qui débouche sur des recommandations aux participants ainsi qu'aux adultes.

Type de questions posées pour faciliter la discussion en groupe :

- Quel type d'informations peut-on trouver sur vous si l'on a accès à votre profil en ligne ? Trouverait-on des photos marrantes, des blagues, vos passe-temps et une liste d'informations personnelles accessibles à tous ?
- Qu'est-ce qui est le plus important selon vous ? Être connu(e) de tous ceux qui cherchent des informations sur vous et être populaire auprès de tout le monde ou être seulement connu(e) de vos ami(e)s, même si cela veut dire que vous n'êtes alors pas si populaire que ça ?
- Avez-vous déjà téléchargé du matériel que vous ne vouliez pas télécharger (par exemple vous vous rendez compte que le contenu téléchargé n'est pas ce qui était annoncé sur le site web ?) Que feriez-vous dans une telle situation ?
- Si l'on vous dit que certaines rubriques de YouTube contiennent des éléments inappropriés, essaieriez-vous de les trouver ? Ou arrêteriez-vous d'utiliser YouTube ?

- Comprendre la problématique de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne et combler les lacunes quant à l'utilisation d'Internet et les risques qui y sont associés : une session interactive impliquant les jeunes et les adultes permet d'analyser les connaissances et le degré de compréhension de cette problématique chez plusieurs acteurs. Plusieurs domaines sont passés en revue, comme : les différents environnements (la maison, l'école, les cybercafés) et les applications (jeux en ligne, réseaux sociaux et services via le téléphone portable).

S'ensuit une présentation sur les questions et tendances émergentes liées à l'ESEC en ligne. Le but est de sensibiliser tous les participants. Pour susciter la réflexion sur les risques potentiels, les enfants sont placés dans les situations suivantes :

- Le point de vue de la victime : des questions sont posées, telles que : « *Si un étranger t'aborde en ligne, quelle serait ta réaction ?* » Les réactions diffèrent souvent selon le sexe de la personne interrogée. Les filles ont tendance à être très timides, elles se sentent mal à l'aise très vite et mettent rapidement un terme à la discussion, alors que les garçons adoptent un comportement plus risqué, entrent dans la confrontation ou pensent que c'est un jeu. Bien que la grande majorité des victimes d'ESEC sur Internet soit des filles, les garçons n'en sont pas moins vulnérables et sont bien moins conscients des risques. Ce type de réaction le démontre d'ailleurs clairement.
- Le point de vue de l'utilisateur : des questions portant sur le visionnement de matériel pornographique (pornographie adulte) sont posées. Lors de ces discussions, les filles ne se sentent généralement pas concernées, car elles ont tendance à ne pas admettre qu'elles visionnent ce genre de contenu en ligne dans un lieu public. Toutefois, lors de l'étude, plus de 50% des filles âgées de 17 à 18 ans ont reconnu avoir visionné du matériel pornographique en ligne.

- *Présentation de la campagne Make-IT-Safe* : discussion sur les objectifs et la stratégie.
- *Discussion sur les politiques et mécanismes que les écoles/cybercafés mettent en place ou pourraient mettre en place pour protéger les enfants en ligne* : il s'agit de discussions interactives avec les enfants sur leurs connaissances des consignes et des messages de sécurité, ainsi que des défis et leçons apprises lors des sessions précédentes. Les lacunes et priorités sont identifiées. S'ensuit une session de remue-méninges au cours de laquelle des recommandations sont formulées.



De jeunes activistes devant un cybercafé en Gambie

- *Mobiliser les jeunes* : les enfants forment des groupes et, à l'aide des ressources disponibles (publications, t-shirts...), développent des activités qui pourraient être organisées dans les écoles en vue de mobiliser les autres enfants et toute la communauté. Une feuille de route est établie pour entreprendre des actions.
- *Développer des attitudes pour se protéger* : on demande aux enfants comment ils peuvent se protéger en ligne : ils découvrent des règles pour surfer malin, ainsi que les numéros de signalement destinés aux enfants (si disponibles).

D'autres modules sont organisés et portent sur des questions telles que la façon de gérer les médias et les entreprises privées, comment les téléphones portables peuvent lutter contre l'ESEC. Certaines techniques d'animation sont utilisées afin de faciliter les échanges en atelier : sketches, témoignages de jeunes ambassadeurs expérimentés...

Les organisateurs sont toujours très prudents, ils veillent à ne pas mettre les participants dans/face à des situations traumatisantes.

En effet, ceci pourrait s'avérer contre-productif. Pour mettre les enfants à l'aise, un système d'accompagnement a été mis en place pour les enfants qui auraient besoin d'un soutien individuel. Ce système s'est avéré particulièrement utile dans les cas où un enfant reconnaissait avoir fait des choses en ligne qu'il regrettait. En plus de ce dispositif, les formateurs ont reçu une formation spécifique et sont capables de gérer de tels cas de figure.

PROMOUVOIR LE CODE DE CONDUITE MAKE-IT-SAFE

Une fois formés, les jeunes ambassadeurs sont prêts et autonomes. Ils entrent alors en contact avec les acteurs clés en vue de promouvoir le code de conduite Make-IT-Safe qui garantit un environnement en ligne plus sécurisé pour les enfants.

Par exemple, dans le cas du Togo, les acteurs clés ont préalablement été identifiés. Des sessions de formation, d'information et des débats ont ensuite été organisés avec les propriétaires de cybercafés, de vidéo clubs, de fournisseurs d'accès Internet et des ONG, mais également des représentants de Ministères chargés de la protection de l'enfance, de l'éducation et des médias. Lors de ces réunions, les questions de l'ESEC, de la sécurité informatique et des méthodologies de promotion du code de conduite Make-IT-Safe ont été discutées.

Le réseau des ambassadeurs a servi de point de contact avec les cybercafés identifiés. L'objectif était de les sensibiliser et de les encourager à s'engager à protéger les enfants grâce à une campagne d'affichage, en apposant des posters dans leurs cybercafés et en interdisant l'accès aux sites pornographiques.

Comme l'explique Mélanie Gnandi, coordinatrice régionale d'ECPAT pour la campagne Make-IT-Safe en Afrique : « C'est très utile d'avoir des équipes mixtes composées d'un garçon et d'une fille du réseau d'ambassadeurs pour entrer en contact avec chaque cybercafé. D'habitude les filles sont plus timides et les garçons prennent les commandes. Donc pour le premier cybercafé, le garçon parle plus, puis pour le cybercafé suivant ils échangent leurs rôles et c'est la fille qui prend les commandes, car elle est plus sûre d'elle après la première expérience. » Il est également important de montrer que cette question de la protection des utilisateurs mineurs intéresse les deux sexes. Les deux discours se complètent, avec des arguments et des demandes complémentaires.

Après chaque intervention, des visites de suivi sont organisées par les mêmes jeunes ambassadeurs, pour s'assurer que le matériel a bien été affiché visiblement sur les murs des cybercafés.

Une fois la première liste de cybercafés ralliée à la cause, d'autres sont identifiés et approchés. En outre, en vue d'élargir le groupe cible, un clip audio et vidéo a été réalisé et diffusé.



Sensibilisation d'un propriétaire de cybercafé par de jeunes ambassadeurs en Gambie

Mesures de protection dans les cybercafés

- Refuser le téléchargement d'images pornographiques (déconnecter l'ordinateur si l'utilisateur ne respecte pas cette règle ou lui interdire l'accès au cybercafé s'il refuse ou persiste).
- Installer le module de protection sur les ordinateurs.
- Refuser l'accès à l'Internet aux enfants de moins de 12 ans, selon les heures d'ouverture.
- Surveiller la salle des ordinateurs.

Principales raisons pour lesquelles les propriétaires de cybercafés n'appliquent pas de mesures de sécurité :

- Ils ne sont pas conscients des risques
- Limiter l'accès réduit leur revenu
- La philosophie des cybercafés : le client d'abord

L'IMPACT

- *Développer une stratégie qui tient compte des genres et des attitudes propres aux filles et aux garçons lorsqu'ils sont connectés suscite des discussions plus efficaces et encourage le démantèlement des stéréotypes.* Au terme des séances de formation, un changement de mentalité évident a été observé chez les participants. Par exemple, les garçons ont dans une écrasante majorité déclaré qu'ils avaient finalement compris que les femmes étaient représentées de façon dégradante dans la pornographie.
- *L'acceptation chez les propriétaires de cybercafés :* les propriétaires de cybercafés ont bien accueilli le message relayé par les jeunes ambassadeurs, car ces derniers sont leurs clients. Des adultes n'auraient sans doute pas eu le même impact. Les propriétaires de cybercafés ont depuis lors interdit l'accès aux sites phonographiques. Grâce au programme, le code de conduite Make-IT-Safe a également été signé par 300 propriétaires de cybercafés. Par exemple, au Togo, 97 cybercafés de Lomé, la capitale, et de 5 capitales régionales se sont engagés à appliquer le code de conduite, tout comme 52 cybercafés et écoles en Gambie, 13 cybercafés et écoles de Cotonou au Bénin.
- *Un grand nombre d'enfants, de jeunes et d'adultes ont été mobilisés :* plus de 3000 jeunes ont participé (658 au Togo, 50 au Bénin, 51 en Gambie). De plus, la mobilisation s'est poursuivie après la clôture du programme, car les jeunes participants ont continué à être ambassadeurs et à développer les capacités de leurs communautés. Jonathan Ssembajwe est l'exemple type de ces jeunes garçons ambassadeurs autonomes et engagés (voir son profil ci-dessous). Les Internet Safe Days sont maintenant organisés dans plusieurs pays et viennent épauler la mobilisation sur cette question essentielle.

REPRODUCTION DU PROGRAMME ET RECOMMANDATIONS CLÉS

Anjan Bose, responsable de la campagne Make-IT-Safe chez ECPAT International, formule les recommandations suivantes :

- Les hommes qui prennent leurs responsabilités font la différence ;
- Impliquer des ambassadeurs augmente l'impact ;
- Lors de la conception de la campagne et/ou de l'atelier de développement des capacités, il est essentiel de tenir compte de la culture locale et d'utiliser les coutumes locales ;
- Relayer un message positif a un impact bien plus grand qu'un message qui condamne ou est négatif, surtout chez les garçons.

Au-delà de l'Afrique, la campagne Make-IT-Safe s'est propagée au reste du monde. En 2014, une réunion internationale Make-IT-Safe a été organisée en Allemagne. L'accent a été mis sur le harcèlement moral et la manipulation psychologique en ligne, ainsi que sur la façon de rendre les projets de pairs à pairs durables. Des initiatives ont été et sont encore menées en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe.

⁵ http://www.recycom.org/index.php?option=com_content&view=article&id=66:formation-des-formateurs-rendre-les-tic-sans-danger-pour-les-enfants-et-les-jeunes&catid=64:actualite

⁶ Rapport alternatif au rapport initial du gouvernement togolais au comité des droits de l'enfant sur le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

⁷ ANPPCAN – Réseau Africain pour la prévention et protection contre l'abus et la négligence de l'enfant

JONATHAN SEMBAJWE : PARCOURS D'UN JEUNE ACTIVISTE DEVENU UN MODÈLE POUR LES AUTRES !



Jonathan avait 14 ans quand il est entré à l'école secondaire. Peu après il a entendu parler du Club des Droits des Enfants de son école. Jonathan souhaitait ardemment promouvoir les droits des enfants, il décida donc de rejoindre ce Club. Le Club bénéficiait du soutien de l'ANPPCAN⁷ et offrait à Jonathan un espace d'apprentissage et de discussion sur les problèmes touchant les enfants et les éventuelles solutions. Ceci l'a conforté dans son idéal de voir tous les enfants exercer leurs droits et grandir sans connaître les abus ou l'exploitation. Il a également compris l'ampleur de la problématique de l'ESEC en Ouganda.

Ce fut là le début de son parcours en tant que jeune activiste. Il avait compris que les enfants souffraient et que le public n'en savait rien. Il décida alors de concentrer son énergie sur des activités de sensibilisation des autres élèves à l'école, mais aussi de la communauté dans son ensemble.

A l'âge de 15 ans, il a été sélectionné pour rejoindre d'autres enfants provenant de Clubs pour les Droits des Enfants de différentes écoles et participer à des émissions de radio et de télévision au sein de l'équipe junior de diffusion de l'ANPPCAN. Son activisme attira alors l'attention d'ECPAT International, qui identifia Jonathan comme un jeune charismatique qui faisait la différence dans la prévention de l'ESEC en Ouganda. En 2008, Jonathan a été sélectionné pour être le représentant des jeunes pour ECPAT International en Afrique. En 2010, il a été désigné pour être le représentant des jeunes au sein du Conseil d'administration d'ECPAT International. Depuis lors, il a renforcé la lutte contre l'ESEC, non seulement au niveau de la communauté, mais aussi aux niveaux national et international. Il est actuellement coordinateur de la participation des enfants et des jeunes au sein de la Rights of Young Foundation (Fondation pour les droits des jeunes), qui défend les droits et le bien-être des enfants et des jeunes en Ouganda. Il est également le directeur de l'équipe d'ECPAT de soutien par les pairs des enfants et des jeunes en Ouganda.

Grâce à son engagement dévoué et de longue haleine, il est aujourd'hui un modèle pour la jeune génération qui rejoint la lutte contre l'ESEC en Ouganda.

Pensez-vous qu'il soit différent pour une fille ou un garçon de devenir un membre actif de la lutte contre l'ESEC ?

Tout d'abord il ne faut pas oublier que tant les filles que les garçons sont victimes d'ESEC, il est donc essentiel pour les filles et les garçons d'être impliqués dans la lutte.

Certains formateurs pairs, qui deviennent activistes, sont motivés par la volonté de défendre les droits des enfants partout et par la conviction que les enfants doivent être impliqués dans la résolution des problèmes les concernant, c'était mon cas. D'autres garçons veulent défendre les droits de leurs sœurs, puisque les filles sont toujours plus touchées par l'ESEC et sont souvent considérées comme plus vulnérables. Certains garçons peuvent aussi s'impliquer quand ils réalisent que les garçons sont moins protégés contre les agressions, ils veulent alors les informer des risques potentiels. En Ouganda, les garçons jouissent généralement de plus de liberté que les filles, mais ils sont bien moins protégés et adoptent donc souvent un comportement à risque.

Est-il plus facile de sensibiliser les garçons à l'ESEC quand on est un homme ?

Je pense qu'il est important que les formateurs pairs soient des hommes et des femmes. Ils peuvent exprimer les choses de différentes façons et peuvent toucher tous les jeunes au cœur. Dans la mesure du possible, nous tentons de garantir la présence d'au moins une fille et un garçon dans les équipes de facilitateurs. Ceci reflète le fait que tant les filles que les garçons sont victimes, mais aussi que tous deux peuvent s'impliquer et être une partie de la solution.

Quel serait votre conseil à un garçon qui souhaiterait s'engager dans la lutte contre l'ESEC ?

C'est un engagement qui doit venir du cœur. Le but c'est de servir des jeunes enfants qui souffrent mais qui ne peuvent s'exprimer. Au fil du temps, vous serez reconnu pour votre travail. L'intérêt et l'engagement sont les facteurs clés de la lutte contre l'ESEC. Soyez innovant, car on a toujours besoin de nouvelles solutions pour lutter contre l'ESEC.

« Je pense que si l'on donne aux enfants la possibilité de parler de ces questions qui les concernent, cela peut entraîner un changement durable de la société »,

Jonathan Ssembajwe



PARTICIPATION DES JEUNES

Les garçons victimes et leur rôle dans la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales

Le Projet de Partenariat Jeunesse (PPJ) a été mis en œuvre par les partenaires nationaux d'ECPAT International en Asie du Sud de 2005 à 2012. Le programme avait pour vocation de mobiliser différents acteurs de la communauté, tels que les dirigeants religieux et les chefs de la communauté, le gouvernement local et national, les enseignants, les enfants, les jeunes et leurs familles, autour de la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (ESEC) en partenariat avec d'autres organisations, travaillant avec des pairs éducateurs au niveau local.

Les activités suivantes ont été réalisées dans le cadre du programme :

- Campagnes de plaidoyer ciblant les autorités locales et nationales pour les persuader de lutter contre l'ESEC.
- Formation des Ministères et Autorités publiques sur l'ESEC afin de préconiser des lois et des législations efficaces pour protéger les enfants.
- Mobilisation de hauts dignitaires religieux et de représentants de haut rang de la communauté afin qu'ils participent au travail de sensibilisation et de prévention de l'ESEC.

Les jeunes et en particulier les jeunes hommes ont été mobilisés pour s'adresser à leurs pairs. Ils ont tout d'abord suivi une formation sous forme d'ateliers et de sessions interactives afin d'améliorer leurs connaissances sur l'ESEC et d'apprendre à utiliser les outils et le matériel de prévention à leur disposition. Les jeunes se sont ensuite adressés à leurs communautés en organisant des réunions en groupes restreints avec des hommes et des garçons des clubs scolaires et des clubs de jeunes, dans l'optique d'élaborer des programmes de lutte contre l'ESEC. Des subventions allant de 50 à 500 dollars ont été octroyées afin d'appuyer leurs plans d'action.

Le programme comprenait également un volet « secours ». Les jeunes victimes d'ESEC ont été identifiées et se sont vues offrir un abri et une prise en charge par des organisations prodiguant des soins et des services appropriés, tels qu'un soutien psychologique, afin de les aider à surmonter leurs expériences traumatisantes. Les jeunes victimes ont également bénéficié d'un accès à l'éducation et à la formation professionnelle, l'objectif étant de les aider à gagner en autonomie et à faciliter leur réintégration économique et sociale. Bien que la plupart des victimes d'ESEC aient été des filles, de nombreux garçons ont également été secourus et certains sont devenus des militants ou des pairs éducateurs.

Dans le cadre de leur travail avec des hommes et des garçons, les partenaires du PPJ ont commencé à réaliser qu'il y avait des différences en termes de perception de l'ESEC selon que la victime était une fille ou un garçon. Leurs profils sont dissemblables et ils ne sont par ailleurs pas confrontés aux mêmes risques, étant donné que, dans la société népalaise, la socialisation se fait souvent différemment pour les garçons et pour les filles. Ces différences ne sont guère connues et il reste encore pas mal de progrès à faire pour documenter la situation spécifique des garçons victimes d'ESEC.

DE JEUNES GARÇONS VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE À DES FINS COMMERCIALES AU NÉPAL

De récentes études d'ECPAT ont mis en lumière la vulnérabilité des garçons en Asie du Sud face à l'exploitation sexuelle et commerciale, ainsi que le manque d'attention accordée à cette question. Une méconnaissance de la vulnérabilité des garçons à l'ESEC doublée à des approches stéréotypées sur le genre ont entravé la voie à toute étude

Au Népal, quelque 5000 enfants chaque année sont victimes de traite et astreints à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, dans le pays et à l'étranger. Une étude sur les travailleurs du sexe a révélé que 30% des répondants étaient de sexe masculin (35 garçons), tous âgés entre 15 et 17 ans; 97% ont répondu avoir librement choisi cette activité, 51% travaillent dans la prostitution de rue et 43% travaillent dans des dancings et des restaurants.

ou intervention sérieuses pour les garçons victimes. Dans toute la région d'Asie du Sud, des informations factuelles sur l'exploitation sexuelle des garçons font défaut. La majorité des études réalisées à ce jour ont mis l'accent sur la traite à des fins d'exploitation sexuelle et ont, pour l'essentiel, porté sur les femmes et les filles.

Les quelques études réalisées depuis 2000 se sont surtout concentrées sur la situation des garçons des rues, ces derniers étant plus accessibles. De l'avis général, les abuseurs des enfants des rues sont des pédophiles étrangers et des jeunes plus âgés vivant également dans la rue (il s'agit une nouvelle fois de groupes cibles facilement identifiables). Cela montre que l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons au Népal est envisagée sous l'angle des stéréotypes et du genre. Une étude a par ailleurs dévoilé que de nombreux garçons étaient engagés comme travailleurs sexuels dans des salons de massage et que leur clientèle se composait majoritairement d'hommes népalais, à la grande surprise de nombreux Népalais.

En Asie du Sud, les garçons âgés entre 6 et 12 ans sont considérés comme étant plus vulnérables que les filles en dehors du foyer familial. Alors que les coutumes sociales font en sorte que les filles soient davantage protégées et surveillées, les garçons jouissent, quant à eux, de plus de liberté. Les normes sociales nous poussent d'ailleurs généralement à penser que les garçons sont à même de se protéger seuls. La société en général a par ailleurs tendance à ne pas admettre les abus sexuels sur des garçons et les relations sexuelles consenties entre hommes. Cela explique peut-être pourquoi les abus sexuels sur des garçons sont moins souvent signalés que les abus sur les filles : soit le problème est moins fréquent, soit le problème fait l'objet d'un déni plus important. Les statistiques risquent par conséquent de ne pas brosser un tableau fidèle de la situation ².

¹ « Out of the dark, The Emergence of Boys' Prostitution in Nepal » (L'émergence de la prostitution des garçons au Népal), ECPAT International et Child Workers in Nepal Concerned Centre (CWIN), novembre 2008

² Frederick John, « Sexual abuse and exploitation of boys in South Asia, a review of research findings, legislation, policy and program responses » (Abus sexuels et exploitation des garçons en Asie du Sud, un examen des résultats de recherche, de la législation, des politiques et des programmes), UNICEF, avril 2010

L'étude réalisée par ECPAT International et CWIN sur les jeunes garçons au Népal³ a permis de mettre en lumière diverses formes de prostitution faisant intervenir des garçons. La majorité des garçons interrogés n'estime pas être impliquée dans le commerce du sexe. Pour de nombreux garçons, cette exploitation est en effet inhérente à leur environnement (et pas nécessairement liée à un avantage économique) et est généralement forcée.

Les formes suivantes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales ont été identifiées :

- **Le commerce du sexe** - *dans la rue, dans les dancings et dans les salons de massage*
- **Le sexe de survie** - *le sexe comme stratégie de survie*
Pour de nombreux garçons privés de protection parentale, le sexe est l'une des nombreuses stratégies de survie. Cela concerne en particulier les garçons des rues ou les garçons actifs, lorsque des abus sexuels fréquents poussent nombre d'entre eux à considérer le « sexe de survie » comme un choix « acceptable » et comme une stratégie de protection dans des environnements violents (p.ex. abus sexuels commis par des chefs de gangs de rue en contrepartie d'une affiliation au groupe et des avantages qui y sont liés).
- **L'exploitation sexuelle au travail** - *l'exploitation sexuelle sur les lieux de travail*
De nombreux garçons actifs sont abusés sexuellement par leurs employeurs ou leurs collègues dans des situations où un refus pourrait leur coûter leur travail. C'est tout particulièrement vrai dans le secteur des transports où les garçons travaillent comme contrôleurs ou assistants logistiques, mais également lorsque les enfants travaillent seuls (enfant employé domestique, enfants travaillant et dormant dans des hôtels ou des restaurants).
- **Le sexe « argent de poche »** - *des relations sexuelles en échange d'une rémunération*
Des garçons vivant avec leur famille et pris en charge par leur famille peuvent commencer à échanger des faveurs sexuelles contre de l'argent et des cadeaux ou pour avoir des expériences sexuelles.
- **La sexualité entre hommes** - *des garçons ayant une identité homosexuelle*
Les garçons appartenant à la communauté des HSH sont plus vulnérables aux abus sexuels et à l'exploitation par des adultes. Alors que le garçon ne recevra pas forcément de rétribution financière, les personnes ayant présenté le garçon pourraient percevoir une rémunération.

Les résultats de l'étude semblent suggérer que l'abus sexuel peut être un facteur non négligeable dans l'augmentation du risque d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Il n'existe toutefois pas de données chiffrées faisant état du pourcentage d'enfants qui ont été abusés sexuellement et qui sont également devenus victimes d'ESEC.

Il est important de comprendre ce que les garçons et les jeunes hommes entendent par abus sexuel. Dans certains cas, il semble que l'activité sexuelle imposée est à tel point normalisée que les enfants (alors qu'ils se sentent clairement abusés et violés) peinent à la qualifier d'abus sexuel. L'exploitation sexuelle des garçons doit être comprise dans le contexte plus large du comportement sexuel.

³ « Out of the dark, The Emergence of Boys' Prostitution in Nepal » (L'émergence de la prostitution des garçons au Népal), ECPAT International et Child Workers in Nepal Concerned Centre (CWIN), novembre 2008

⁴ Save the Children Suède-Danemark (Slugget, C.), 2003, « Mapping of psychosocial support for girls and boys affected by child sexual abuse in four countries in South and Central Asia » (Cartographie de l'aide psychosociale apportée aux filles et garçons victimes d'abus sexuels dans quatre pays en Asie centrale et du Sud)

L'impact psychologique des abus sexuels sur les garçons par opposition aux abus sexuels sur les filles n'a pas suffisamment été étudié en Asie du Sud ou à l'échelle mondiale et n'est guère connu. Les nombreux débats sur l'impact psychologique, tout comme les documents de formation destinés aux conseillers travaillant avec des enfants victimes d'abus sexuels ne traitent pas des distinctions possibles dans les réactions des garçons et des filles aux violences sexuelles. Certaines recherches semblent toutefois indiquer que les abus sexuels sur les garçons ont un impact social plus visible qui se traduit par des problèmes d'abus d'alcool ou de drogues, par des absences scolaires, par un comportement violent et par des cas de petite délinquance. Certaines études révèlent que les garçons ayant subi des abus sexuels sont plus enclins à devenir, à leur tour, des agresseurs, mais cette corrélation n'a pas été clairement démontrée. Enfin, le comportement de la famille et du personnel soignant vis-à-vis de garçons victimes d'abus sexuels et les soins qui leur sont prodigués ne sont pas les mêmes que lorsque la victime est une fille. Les familles peuvent s'imaginer que les garçons, qui sont « forts », sont moins affectés par les abus subis⁴.

En guise de conclusion, l'étude a révélé que l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons n'était pas un nouveau phénomène, que la plupart des programmes de protection de l'enfance mis en œuvre au Népal ciblaient les filles et les femmes et que la situation des garçons était mal comprise par les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. En fait, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des garçons est souvent ignorée en raison de son lien très étroit avec les concepts de masculinité et de sexualité masculine.

Toute initiative visant à lutter contre l'exploitation sexuelle doit commencer par un débat public sur ce phénomène, mais devrait également cibler des zones où on trouve des groupes à haut risque. Il reste encore des efforts à faire notamment pour améliorer la compréhension de la sexualité par les garçons et les filles et pour promouvoir les questions tournant autour du consentement. Les garçons doivent pouvoir comprendre leur situation et s'opposer, dans la mesure du possible, à des cas d'abus ou d'exploitation.

Les ONG sur le terrain s'occupent tant des victimes masculines que féminines et font de leur mieux pour adapter leurs interventions aux besoins spécifiques des garçons et des filles. D'anciennes victimes, des garçons, s'engagent parfois dans la prévention et dans la recherche d'autres victimes et les aident à s'en sortir. Ces expériences et témoignages montrent comment les garçons, eux-mêmes anciennes victimes, peuvent jouer un rôle déterminant dans la lutte contre l'ESEC.

HISTOIRE D'ALI, RÉINSERTION RÉUSSIE D'UN JEUNE GARÇON VICTIME D'ESEC

La mère d'Ali (pseudonyme) est décédée alors qu'il n'était encore qu'un petit garçon. Son père s'étant remarié après la mort de sa mère, Ali commença à vivre chez son oncle maternel. Sa tante ne lui réserva pas un accueil chaleureux et commença à se comporter de manière grossière. De jour en jour, le comportement de sa tante se détériorait. Sa tante le força également à accomplir toutes les tâches ménagères. S'il commettait la moindre erreur dans l'exécution des tâches ménagères, Ali était privé de nourriture pour la journée.

Un beau jour, il s'enfuit de la maison de sa tante et se rendit à Dacca avec une femme. La femme lui trouva un emploi comme domestique dans une maison où Ali resta 2 ans. Ali était toutefois également maltraité par le propriétaire de la maison et sa femme et, un beau jour, le propriétaire de la maison essaya d'abuser sexuellement de lui.

Il devint alors très difficile pour Ali de continuer à travailler dans cette maison, les abus devenant de plus en plus fréquents. Pour finir, Ali quitta la maison et commença à vivre dans la rue. Il trouva refuge dans la maison d'une femme dans la zone des bidonvilles,

mais il s'avéra que cette femme était une proxénète qui contraignit Ali à s'engager dans le commerce du sexe. Ali se retrouva complètement désespéré face à cette situation.

Lors d'une campagne de sensibilisation au sein de la communauté, un pair éducateur du PPJ rencontra Ali. Après une brève discussion avec lui, Ali s'effondra. Ali était dans une détresse physique et psychologique extrême. Le pair éducateur l'emmena dans un refuge où il lui trouva une place et où il reçut des soins et une aide de qualité. Ali se vit ensuite aider par un conseiller travaillant au centre d'accueil et chargé de sa guérison psychologique, ainsi qu'un médecin effectuant régulièrement des visites au centre. Ce fut alors le début d'une lente guérison. Après quelques mois, Ali se sentit mieux et commença même à se mêler aux autres enfants et à participer à des activités de socialisation.

Peu à peu, Ali commença à faire part de son intérêt pour devenir membre du club de jeunes géré par le refuge. Faisant jouer les intérêts et compétences d'Ali, le pair éducateur réussit à le faire participer à une formation sur le soutien par les pairs, Ali ayant commencé à bien comprendre les questions tournant autour de l'ESEC.

Il s'avéra qu'Ali était également très créatif et qu'il possédait de vraies qualités de leader – il ne cessait d'aider et de soutenir les enfants qui arrivaient au refuge en essayant de créer des liens avec eux. Ali put ensuite également prendre part à la formation pour devenir animateur de jeunesse, ce qui dopa sa confiance et son estime de soi et lui permit de développer quelques connaissances de base en lecture et en écriture. Toutes ces activités permirent à Ali de devenir l'un des animateurs de jeunesse.

Deux ans plus tard, Ali fit part de son envie de trouver un travail régulier. Le pair éducateur contacta le responsable d'un établissement de formation et réussit à lui obtenir une formation de réparateur de téléphones mobiles. Ali suivit cette formation de six mois et, avec l'aide du pair éducateur et du soignant formé du PPJ, il trouva un travail dans un magasin de téléphonie mobile en ville. Il y travaille désormais comme employé et perçoit un salaire régulier. Lors de ses rencontres avec le pair éducateur, Ali partage ses rêves d'avenir avec lui. Ali est très reconnaissant de l'aide qu'il a reçue, qui lui a permis d'échapper à sa condition désespérée. Ali a également commencé à épargner de l'argent en prévision de l'avenir.





LES CHEFS RELIGIEUX

L'implication des chefs religieux dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants au Bangladesh

L'engagement des chefs religieux dans la lutte contre les violences basées sur le genre est essentielle afin de réduire l'influence des extrémistes, dont la vision très conservatrice de la société encourage des normes sociales favorisant les inégalités entre les filles et les garçons

Salima Sarwar,

Directrice exécutive de ACD
(Association for Community Development)
Association membre d'ECPAT
International

Les chefs religieux peuvent jouer un rôle clé dans le changement d'attitude vis-à-vis de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants. En effet, étant donné la profonde relation de confiance qui unit les chefs religieux à leurs communautés, ils influencent souvent considérablement le mode de vie des fidèles. En outre, le fait que la plupart de ces leaders

spirituels soient des hommes, dans une société patriarcale où les hommes jouent un rôle prépondérant au sein de la communauté et du processus décisionnel, ne fait que renforcer leur influence.

Grâce à leur autorité morale, les chefs religieux peuvent encourager le dialogue et fixer des priorités aux membres de leurs communautés. Puisqu'ils sont souvent très proches des membres les plus défavorisés et les plus vulnérables de leur communauté, ils sont particulièrement bien placés pour lutter contre les inégalités liées aux facteurs sociaux, et agir sur les normes sociales, les comportements ou les pratiques qui ont un impact sur l'accès aux services ou encouragent la discrimination et la privation de droits. Enfin, ils peuvent également faciliter les efforts visant à défendre les droits des personnes les plus vulnérables¹:

- Les chefs religieux peuvent encourager un comportement responsable qui respecte la dignité et le caractère sacré de toute vie.
- De nombreux chefs religieux sont des communicateurs chevronnés et influents qui peuvent toucher les cœurs et les âmes de millions de personnes.
- Dans la mesure où ils ont un accès à la famille et aux sphères privées que la plupart des autres acteurs extérieurs n'ont pas, les chefs religieux sont le moyen de communication privilégié du changement social.

Les chefs religieux étaient à l'avant-garde de la défense de la mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant. Avant le lancement de cette Convention, lors du Sommet mondial pour les enfants de 1990, l'UNICEF et la Conférence Mondiale des Religions pour la Paix² (une coalition pluri-confessionnelle entreprenant des actions conjointes auprès des communautés religieuses pour la paix aux quatre coins du monde) ont organisé une vaste conférence intitulée « *The World's Religions for the World's Children* » (Conférence mondiale des religions pour les droits des enfants). Cette conférence a donné le ton de la coopération inter-confessionnelle au profit des enfants et a encouragé la ratification universelle de la Convention récemment adoptée.

« Nous devons reconnaître que nos communautés religieuses n'ont pas entièrement respecté leurs obligations de protéger nos enfants contre la violence. A cause de la négligence, du déni et du silence, nous avons parfois toléré, perpétué et ignoré la réalité de la violence domestique contre les enfants, mais aussi dans les institutions et communautés. Nous ne nous sommes pas activement confrontés à la souffrance engendrée par cette violence. Bien que nous n'ayons pas été à la hauteur de nos responsabilités à cet égard, nous pensons que les communautés religieuses doivent faire partie de la solution et de l'éradication de la violence contre les enfants. Nous nous engageons donc à mener cette lutte au sein de nos communautés religieuses et de la société dans son ensemble. »

« Engagement des acteurs religieux interconfessionnels pour lutter contre la violence à l'encontre les enfants »

IMPLIQUER LES CHEFS RELIGIEUX AU BANGLADESH

Au Bangladesh, il est particulièrement pertinent d'impliquer les chefs religieux, puisque la religion est très présente et importante. 90 % des 1,5 milliards d'habitants sont musulmans et 9 % sont hindous. Le pays compte plus de 250 000 mosquées. D'autre part, selon les estimations de Plan International, « environ 200.000 jeunes Bangladaises ont été attirées par des prétextes fallacieux dans l'industrie du sexe des pays voisins au cours de ces 10 dernières années. Certains pensent qu'il y en aurait bien plus »³. En outre, selon l'UNICEF, les abus sexuels, l'exploitation et la traite d'enfants sont autant de tabous dans la société bangladaise, tout comme le déshonneur et la culture du silence associés à ces abus⁴.



Pour lutter contre les enlèvements et la traite d'êtres humains, les enfants se rendent à l'école dans une camionnette spécialement protégée à Dhaka au Bangladesh. © AP Images

L'ONG régionale *Association Community for Development* (ACD), membre d'ECPAT International au Bangladesh, travaille spécifiquement avec les personnes pauvres et défavorisées. Elle a développé une expertise spécifique dans le domaine de la violence à caractère sexiste, le mariage des enfants et la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants (ESEC). Cette organisation a adopté une politique de genre et travaille au démantèlement des préjugés sexistes, en vue de prévenir toute forme de violence à l'encontre des femmes et des enfants.

L'originalité du travail d'ACD réside dans sa stratégie holistique qui la pousse à travailler avec tous les membres de la communauté, tant les hommes que les femmes. Dans ce cadre, ACD travaille avec des parents, des enseignants, des élus locaux, ainsi qu'avec la communauté, les chefs religieux et les dirigeants sociaux, regroupés au sein « d'Organisations du peuple », de clubs des jeunes (mixtes) et de tribunaux locaux.

Au Bangladesh, de nombreux enfants, filles et garçons, sont victimes d'ESEC. Dans un pays où seuls 10 % des enfants sont enregistrés à la naissance, il est très difficile d'obtenir des données fiables sur l'ESEC, ce qui renforce la loi du silence. La traite d'enfants entraîne généralement les filles en Inde et au Pakistan, où elles deviennent des domestiques et sont souvent victimes d'exploitation sexuelle. Les garçons, eux, sont recrutés comme jockeys de chameaux de course dans les pays du Golf et sont aussi victimes de violences sexuelles. Les enfants sont exploités dans des bordels, des hôtels, des parcs et dans la rue. Ils sont souvent enlevés à leurs parents qui sont démunis.

UNICEF,

Child Sexual Abuse, Exploitation and Trafficking in Bangladesh, 2011



Grâce à cette mobilisation, ACD a développé un réseau d'acteurs capables d'identifier les victimes et les enfants qui sont en situation de risque. ACD a également mis en place un système de prévention impliquant toutes les parties prenantes. Un « centre de socialisation » vient compléter ce système et s'occupe des jeunes filles et garçons victimes d'ESEC.

Après de nombreuses années de travail sur la prévention de la violence sexiste, ACD a conclu que la déconstruction des stéréotypes de genre et l'implication positive des hommes et jeunes garçons dans le proces-

sus étaient essentiels. Le programme pilote « *Allies for Change: Engaging Men and Boys to Combat Gender based Violence in Rajshahi Division* » (Alliés pour le changement : impliquer les hommes et les garçons dans la lutte contre la violence sexiste dans le district de Rajshahi) a été lancé en 2011. Son principal objectif est de sensibiliser plus encore les hommes et les jeunes garçons et de les encourager à participer à la définition des normes, des valeurs et des pratiques liées au genre, en vue de réduire la violence sexiste et notamment l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants.

Les chefs religieux ont fait l'objet d'une attention toute particulière. Comme le déclare Salima Sarwar, Directrice exécutive d'ACD : « Au Bangladesh, les interprétations erronées des textes religieux et l'attitude négative de certains chefs religieux quant aux genres sont les principales sources de violence. Certains chefs religieux encouragent même l'acceptation de la violence sexiste. Toutefois, une fois formés, les décideurs religieux sont sensibilisés et prennent des initiatives pour réduire la violence sexuelle et sexiste. »

Plusieurs événements ont été organisés pour sensibiliser les chefs religieux :

- 1000 enseignants, chefs religieux et communautaires, tribunaux locaux et parents ont été formés à la protection de l'enfance.
- 23 chefs religieux ont décidé de s'impliquer dans la lutte contre la violence sexiste. Ils se sont eux-mêmes organisés en 4 groupes de chefs religieux, l'un composé d'hommes et de femmes, deux uniquement de femmes et un autre uniquement d'hommes. Les confessions suivantes y étaient représentées : musulmane, hindoue et chrétienne. Après leur formation, ces groupes de chefs religieux ont entamé leur travail auprès des communautés, notamment au sein des comités de développement des villages. L'une de leurs missions était d'améliorer l'intégrité sociale et de garantir la protection des enfants et des femmes contre la violence, les abus sexuels, l'exploitation et la

traite des êtres humains. ACD a travaillé avec ces groupes en vue de développer leurs capacités et de transmettre à leurs membres les compétences nécessaires à la défense des droits fondamentaux au sein de leurs communautés. Ils jouent en outre un rôle de gardiens dans leur communauté. En outre, 8 d'entre eux se sont attaqués à la question de la violence sexiste et de l'ESEC lors de rassemblements religieux, 40 mères ont d'ailleurs participé à l'un de ces rassemblements.

- Une exposition itinérante a été mise sur pied pour sensibiliser les étudiants dans les *madrassa* (institutions religieuses) à la lutte contre la traite des êtres humains. Suite à cette campagne, nous avons constaté un recul de la torture mentale et physique, ainsi que des comportements discriminatoires⁵.

Plus de justice grâce aux Groupes de Chefs religieux fondé par ACD

Shaheen avait 16 ans quand elle a été sexuellement agressée par 3 hommes chez elle un soir. Elle a été admise dans une clinique locale, dans un état de détresse grave. Sa famille se sentait impuissante jusqu'à ce que l'un des membres du groupe de chefs religieux ait encouragé son père à porter plainte contre les agresseurs.

Les membres du groupe des chefs religieux ont aidé le père de Shaheen à déposer une plainte au commissariat local. Shaheen a ensuite été orientée par la Cour vers le refuge d'ACD pour y recevoir les soins et un soutien appropriés. Cependant les accusés se sont alliés à des membres très influents de la communauté et ont exercé une pression sur la famille de la victime, pour l'obliger à retirer sa plainte. La police a tenté de protéger certains des accusés en refusant de recevoir la plainte, pour qu'ils ne soient pas traînés devant les tribunaux. En réaction, le groupe des chefs religieux et « l'Organisation du peuple » ont mené une campagne locale et ont réclamé la justice pour la victime en organisant des chaînes humaines, des rassemblements et en déposant un memorandum auprès du gouvernement local.

L'implication des chefs religieux a joué un rôle crucial dans le soutien apporté à l'affaire Shaheen. En plus d'influencer les comportements de leurs congrégations, les chefs religieux peuvent également jouer le rôle de chefs de file dans la protection des droits des enfants et dans la défense d'une justice accessible à tous.

¹ Créer un partenariat en faveur des enfants avec des communautés religieuses (Partnering with Religious communities for Children), UNICEF, 2012

² Aujourd'hui intitulé Religions pour la Paix (Religions for Peace)

³ <http://www.irinnews.org/report/96250/bangladesh-more-data-needed-on-abandoned-children-trafficking>

⁴ UNICEF, Child Sexual Abuse, Exploitation and Trafficking in Bangladesh (Abus sexuel, exploitation et trafic d'enfants au Bangladesh), 2011

⁵ Rapport annuel d'ACD sur l'ESEC

D'AUTRES INITIATIVES IMPLIQUANT LES CHEFS RELIGIEUX AU BANGLADESH

Le Mouvement des Imams pour les Droits des Femmes



L'ONG PHREB (*Promoting Human Rights and Education in Bangladesh*) – Défendre les droits universels et l'éducation au Bangladesh) a lancé un programme intitulé « Stop à la violence contre les filles » en 2005. Ce programme se fonde sur l'analyse scientifique de la violence contre les femmes et les filles, il a mobilisé 14 imams dans la région de Chittagong. Les imams

se sont rassemblés et ont discuté des droits des femmes et de la violence sexiste. Déterminés à mettre un terme à la violence contre les femmes, ils ont fondé le Mouvement des Imams pour les Droits des Femmes (*Imams Movement for Women's Rights*).

En 2009, 465 imams du sud du Bangladesh ont participé à ce mouvement et leur nombre ne cesse d'augmenter. Ils ont mobilisé leurs congrégations grâce à leurs sermons lors des prières du vendredi à la mosquée et ont ainsi touché des centaines de milliers d'hommes chaque semaine lors du Wah Mahfils (rassemblement religieux en communauté)⁶. Leur engagement a vraisemblablement contribué à la réduction de la violence domestique, mais aussi de la violence à l'école et dans les rues contre les femmes et des mariages précoces.

Un programme de formation soutenu par l'Agence pour le développement USAID

L'Agence américaine pour le développement international (*US International Development Agency*) a soutenu plusieurs programmes défendant les droits des femmes et des filles et luttant contre la traite des êtres humains au Bangladesh, ainsi que dans la région au sens large. En 2002, constatant l'influence des chefs religieux islamistes, USAID a décidé d'offrir son soutien aux organisations non gouvernementales pour former les imams du village de Chakoria, au sud-ouest du pays, en vue de mobiliser leurs communautés, pour qu'elles luttent contre la traite des êtres humains. Après la formation, de nombreux imams impliqués ont abordé la question de la traite des êtres humains pendant leurs sermons du vendredi et ont suggéré des méthodes de prévention. Ils ont aussi organisé des rassemblements de villageois, ont pris la tête de groupes de vigilance et ont organisé une aide aux victimes secourues de la traite des êtres humains⁷.

Comme l'explique Mawlana Ruhul, Président de l'Association des Imams de Chakoria, traditionnellement de nombreux imams « critiquent le travail avec les ONG, car c'est une notion du travail anti-islamique », en conséquence ils sont très méfiants vis-à-vis des agences de développement. Toutefois le rapport d'USAID établit que « en liant les efforts de lutte contre le trafic à l'apprentissage de l'islam et en démontrant les changements positifs dans les communautés, le projet a permis de restaurer la confiance entre les imams et les ONG... Aujourd'hui les imams ont pris la tête de cette tâche et développent un réseau d'imams dans les 20 districts les plus touchés par le trafic d'êtres humains. Ces districts ont depuis lors enregistré un déclin marqué des activités liées à ce trafic⁸. »

En 2012, le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du Département américain (*US Department of State's Bureau of Democracy, Human Rights and Labor*) et l'Agence américaine pour le développement international ont lancé un autre programme qui défend les droits des filles et des femmes et forme des imams au Bangladesh, en Afghanistan et au Pakistan. 450 imams ont été formés grâce à un curriculum mettant l'accent sur la « compati-



Dana Ward / Shutterstock.com

té des droits des femmes avec l'islam ». Le rapport intitulé « United States Strategy to Prevent and Respond to Gender-based Violence Globally »⁹ (Stratégie des Etats-Unis pour prévenir la violence sexuelle à l'échelle mondiale et y répondre) reprend des « preuves isolées » provenant des imams qui ont participé au programme (extraits tirés du rapport en anglais) :

- « Un chef religieux a expliqué que depuis qu'il a participé aux formations, il demande l'âge de la mariée et la preuve de son consentement lors des mariages qu'il préside, peu importe qu'il officie ou non lors de la cérémonie. Il utilise aussi ces occasions pour aborder publiquement l'importance du consentement de la mariée. Il a même expliqué qu'un jour il a interrompu un mariage lorsqu'il avait découvert que la mariée n'avait pas donné son consentement.
- Les participants du groupe de réflexion ont confirmé que depuis que leurs imams locaux avaient commencé à parler du droit des femmes à l'éducation lors des sermons du vendredi, les obstacles bloquant l'accès à l'éducation aux femmes avaient été réduits.
- Plusieurs participants au groupe de réflexion ont raconté que des familles avaient accepté de léguer un héritage équitable aux femmes après que les imams de leurs communautés ont suivi les cours et formations. »

Ce programme illustre bien l'impact de telles formations sur les normes sociales. Malgré tout, aux Etats-Unis, ces programmes restent très controversés. De nombreuses voix les condamnent et les voient comme une façon pour l'Occident d'imposer sa vision de l'islam. De nombreuses organisations remettent en question l'influence et l'impact de ces programmes.

Pour que ces programmes fonctionnent, il est fortement recommandé d'en favoriser l'appropriation et la gestion par les imams locaux, cette initiative doit être profondément ancrée dans les communautés.

⁶ <http://www.hurights.or.jp/archives/asia-pacific/section1/07PHREB.pdf>

⁷ Bangladesh Imams Engage Communities To Fight Human Trafficking: Partnership for a Better Life (Les imams bangladais impliquent leurs communautés dans le lutte contre le trafic d'êtres humains : un partenariat pour une vie meilleure au Bangladesh) AMERICA.GOV, 23 Fév. 2007

⁸ Ibid

⁹ <http://www.state.gov/documents/organization/196468.pdf>

IMAGES

L'analyse des attitudes et des pratiques des hommes pour mieux les comprendre

L'enquête IMAGES (The International Men and Gender Equality Survey) est une enquête de ménages qui vise à analyser les attitudes et les pratiques des hommes en interrogeant à la fois des femmes et des hommes. Ce questionnaire de 42 pages aborde de nombreuses thématiques en lien avec les questions de genre telles que : le partage des tâches au sein du foyer, la participation des hommes aux activités de soins et d'éducation des enfants, les pratiques de santé, la qualité de vie, les violences conjugales, le sexe transactionnel et la prostitution. Il a été élaboré par l'International Center for Research on Women (IRCW) et l'Institut Promundo. Cette enquête IMAGES « Evolving Men » a été réalisée auprès de 8 000 hommes et 3 500 femmes dans 5 pays (Chili, Brésil, Croatie, Inde, Mexique et Rwanda) entre 2009 et 2011.

Le questionnaire est divisé en deux parties et 19 sections avec des questions spécifiques pour les hommes, puis ces mêmes questions sont adressées aux femmes. Par exemple, dans la première partie on trouve les sections suivantes :

Section 1 :

Les caractéristiques sociodémographiques et l'emploi

Section 2 :

L'expérience de l'enfance

Section 3 :

Les attitudes au sujet des relations entre les femmes et les hommes

Section 4 :

La diversité sexuelle

Section 5 :

Les relations au sein du foyer

Section 6 :

Les politiques

Section 7 :

La paternité et le lien avec les enfants

Détail de certaines sections :

La section 2 sur l'enfance pose directement des questions sur le niveau d'éducation des deux parents, sur le partage des tâches au sein de la famille, sur la prise de décision au sein du couple et sur les dépenses. Les hommes questionnés répondent également par oui ou non à des affirmations relatives à des attouchements ou des relations sexuelles non consentis dont ils auraient pu être victimes pendant leur enfance et sur leurs attitudes en milieu scolaire.

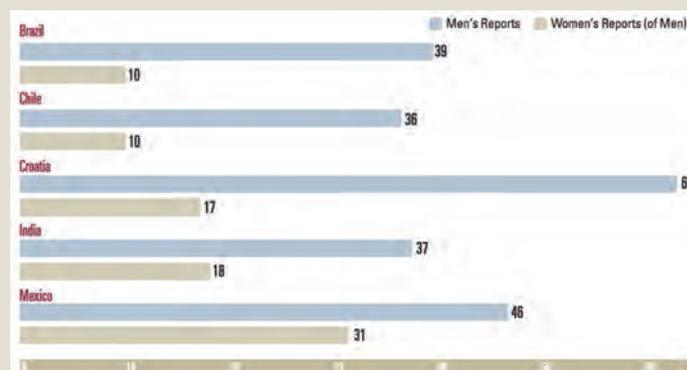
La section 3 interroge les hommes sur leurs représentations et sur les stéréotypes de genre en leur demandant de répondre s'ils sont d'accord ou non avec des affirmations telles que : « *Quand une femme travaille, c'est qu'elle a pris le travail d'un homme* » ; « *Dans certains cas de viols, la femme voulait que cela arrive* » ; « *Il y a des fois où les femmes méritent d'être battues* » ; « *Les hommes ont plus besoin de sexe que les femmes* » ; « *Pour être un homme, il faut être fort* » .

La section 4 porte sur la diversité sexuelle, notamment les pratiques homosexuelles et les comportements homophobes.

Les sections 5, 6 et 7 interrogent sur le nombre de partenaires, le partage des tâches et des décisions au sein du foyer, les rapports sexuels, les congés paternité, la législation dans les cas de divorce et dans le cas de la lutte contre les violences faites aux femmes et sur les activités menées avec les enfants.

Les sections 8 et 19 interrogent sur les comportements violents, notamment à l'égard des femmes et des comportements à risques, comme l'abus d'alcool. Des questions spécifiques sont posées sur les relations sexuelles forcées et non consenties, le sexe transactionnel, la prostitution notamment avec des mineur-es.

Les résultats de l'étude internationale réalisée par IRCW et l'Institut Promundo soulignent de nombreux aspects intéressants.



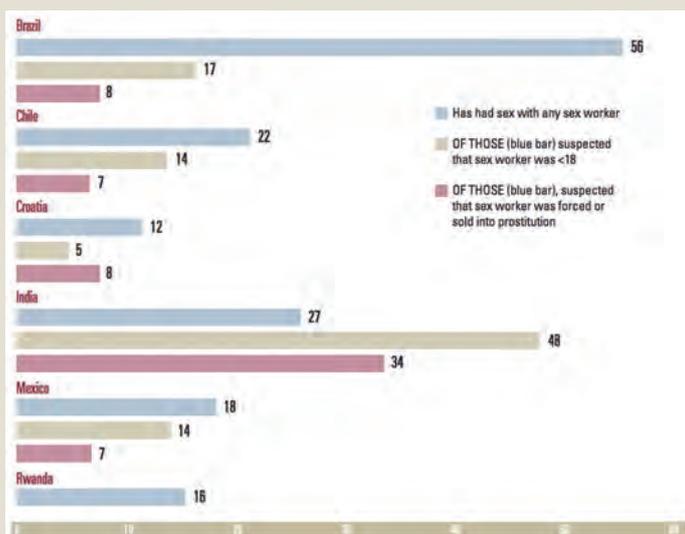
Degré de participation des hommes au soin des enfants d'après les hommes et les femmes interrogés

Par exemple, les hommes sur estiment leur implication au sein du foyer et notamment dans le soin des enfants en comparaison avec ce que déclarent les femmes. Par exemple, au Brésil 39% des hommes déclarent s'occuper quotidiennement de leurs enfants en bas âge, tandis que seulement 10% des femmes brésiliennes interrogées l'affirment. Les données montrent également que les hommes sont plus susceptibles d'abuser de l'alcool que

les femmes (69% d'hommes pour 20% de femmes au Brésil par exemple). Sur les violences sexuelles, l'étude montre que les hommes ayant expérimenté des violences dans leur enfance et ayant les stéréotypes de genre les plus forts sont ceux qui ont le plus rapporté avoir commis des violences sexuelles sur leur partenaire ou autre, et/ ou des abus d'alcool.

Entre 16% et 56% des hommes interrogés ont reconnu avoir eu des relations avec des prostitué-es majoritairement des femmes.

Dans de nombreux cas, les hommes suspectent le fait que la prostituée soit mineure mais ne réagissent pas pour autant. D'autre part, la majorité d'entre eux pense que ce sont les femmes qui choisissent de se prostituer même lorsqu'elles ont moins de 18 ans (63% en Inde, 59% des hommes au Mexique et 43% au Chili).



Estimations données par les personnes impliquées dans des pratiques prostitutionnelles interrogées du nombre de mineurs ou d'adulte sous contrainte (forcés/vendus) parmi les travailleurs du sexe

RÉPLICABILITÉ

L'enquête IMAGES a été répliquée par l'Institut Promundo en République Démocratique du Congo en partenariat avec l'ONG Sonke Gender Justice Network et l'Institut Supérieur de Santé Mentale de Goma. Au Mali, l'ONG Care International a établi un partenariat avec Promundo et l'Institut national de la statistique (INSTAT) afin de mener une enquête IMAGES avec le soutien d'ONU Femmes et de la coopération norvégienne (NORAD).

L'équipe composée de chercheur-es a mené l'enquête dans les zones urbaines de la capitale Bamako ainsi que dans les zones urbaines et rurales de Mopti et de Ségou, situées dans le sud-ouest. Un échantillon de 1000 hommes et 500 femmes ont répondu aux questionnaires et participé aux entretiens qui ont été menés par des enquêteurs hommes auprès des hommes et des enquêtrices femmes auprès des femmes.

L'enquête a utilisé un échantillonnage en grappes effectué par l'INSTAT et également stratifié pour assurer une représentation proportionnelle des deux classes d'âges de 18-35 et 36-59. Pour la sélection des ménages à l'échelle du village, l'échantillonnage était aléatoire et incluait des membres des ménages situés à des distances différentes du centre du village. Dans un second temps, les enquêteurs/trices ont recueilli des données qualitatives par groupes de discussions (FGD) et des entretiens avec des informateurs/trices clés

Les ressources sont en ligne (en anglais) pour les organisations qui souhaitent mener des enquêtes. Vous trouverez le guide général, les questionnaires et le manuel de facilitation. Il est conseillé de composer une équipe de chercheur-es et de statisticien-es qui pourront conduire les entretiens et produire les analyses statistiques nécessaires à la réalisation de cette enquête. Un partenariat avec un institut de statistique, comme cela a été fait au Mali, permettra également de donner une dimension officielle et d'acquiescer une plus grande légitimité.

Lien vers les ressources :

<http://www.promundo.org.br/en/activities/activities-posts/international-men-and-gender-equality-survey-images-3/>

Pour en savoir plus

Lien vers le rapport multi-pays :

<http://www.icrw.org/publications/evolving-men>

Lien vers le rapport en République démocratique du Congo :

<http://www.promundo.org.br/en/wp-content/uploads/2013/01/IMAGES-DRC-FRENCH-Updated-11.15.pdf>

Lien vers le rapport du Mali :

<http://www.promundo.org.br/en/wp-content/uploads/2013/01/CARE-IMAGES-Mali-Summary-Report-FINAL.pdf>

3 points clés à retenir lorsque l'on souhaite intégrer une approche genre dans un projet :

- Utiliser des données statistiques désagrégées ou sexo-spécifiques qui permettent de différencier les situations des filles et des garçons, dans l'analyse et le suivi des impacts du projet
- Mener des enquêtes qualitatives en interrogeant séparément les filles et les garçons lors de l'élaboration et du suivi-évaluation des programmes
- Adapter son action en fonction de ces besoins différenciés afin que les filles et les garçons bénéficient de réponses adaptées, dans une perspective d'égalité



EVALUER LE CHANGEMENT

La méthodologie de l'échelle « GEM »¹ (échelle des attitudes des hommes relatives à l'égalité de genre)²

Travailler à la transformation des stéréotypes sexistes et à la réduction de la violence requiert une stratégie sur le long-terme. Il est difficile de mesurer l'impact de tels programmes sur les comportements et les changements d'attitudes.

Pour répondre à ce défi, l'Institut Promundo a développé une méthodologie spécifique : **une échelle mesurant les attitudes favorables à l'égalité entre les sexes chez les hommes (GEM - « Gender Equitable attitudes in Men »), qui permet de capturer l'évolution des attitudes chez les hommes et les garçons qui ont bénéficié du programme « H » de l'institut.**

Le programme « H » est porté par l'Institut Promundo dans plusieurs pays depuis 1990, il vise à impliquer les jeunes hommes et leurs communautés dans des réflexions critiques sur la rigidité des normes relatives à la masculinité. Il a d'abord été développé et validé en Amérique latine et aux Caraïbes (Bolivie, Colombie, Jamaïque et Pérou), puis a été évalué/adapté en conséquence à Rio de Janeiro, au Brésil. La méthodologie a également été adaptée pour être utilisée dans les Balkans et en Asie (Inde, Népal, Vietnam et Thaïlande); en Afrique subsaharienne (Ethiopie, Mozambique, Tanzanie et Namibie) ; en Amérique centrale (Nicaragua, Costa Rica et Panama), ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada.

Le but du programme « H » est d'aider les jeunes hommes à remettre en question les normes traditionnelles sur la masculinité, il se compose de quatre composantes :

Le but du programme « H » est d'aider les jeunes hommes à remettre en question les normes traditionnelles sur la masculinité, il se compose de quatre composantes :

- Un curriculum validé qui comprend un manuel et une vidéo pédagogique encourageant le changement de comportement chez les hommes ;
- Une campagne de sensibilisation mettant en avant un mode de vie encourageant les visions différentes sur la masculinité et les définitions qui lui sont généralement affectées ;
- Une méthodologie de recherche-action pour réduire les freins empêchant les jeunes hommes d'avoir recours à des services cliniques ;
- Un modèle d'évaluation culturelle pertinent : **l'échelle des attitudes des hommes relatives à l'égalité de genre pour mesurer les changements d'attitude et de normes sociales** relatives à la masculinité a été développée pour mesurer les résultats de l'initiative ;

Dans un premier temps, l'équipe a défini le type d'attitudes et de comportements que le programme veut encourager. Quatre caractéristiques propres aux hommes, promouvant l'égalité Hommes-Femmes ont été sélectionnées :

- 1. Entamer une relation avec une femme qui soit fondée sur l'égalité et l'intimité plutôt que sur la conquête sexuelle.**
Etre convaincu que les hommes et les femmes ont les mêmes droits et que les femmes ont autant de désir sexuel que les hommes et qu'elles ont aussi le « droit » de décider de leur sexualité (capacité sexuelle).
- 2. Tenter d'être un père présent, pour ceux qui sont pères, ou plus impliqué.**
Etre un père qui pense qu'il devrait au moins être en partie responsable de ses enfants sur le plan financier et s'occuper d'eux.
- 3. Endosser un part de responsabilité en matière de santé sexuelle et de prévention des maladies.**
Prendre l'initiative et lancer une discussion, avec sa partenaire, sur les inquiétudes relatives à la santé sexuelle, à l'utilisation de préservatifs ou à l'aide pour la partenaire qui souhaite acquiescer ou utiliser une méthode contraceptive.
- 4. S'opposer à la violence contre les femmes.**
Etre un jeune homme qui a utilisé la violence physique contre sa compagne par le passé, mais qui pense aujourd'hui que la violence contre les femmes n'est pas un comportement acceptable (Barker, 2000a).

Ensuite, l'équipe a élaboré 35 questions sur l'attitude vis-à-vis des rôles des hommes et des femmes dans le ménage. Ce questionnaire porte notamment sur : les soins aux enfants, les rôles hommes/femmes dans une relation sexuelle, la responsabilité partagée de la santé reproductive et la prévention des maladies sexuellement transmissibles, la violence contre la partenaire intime, l'homosexualité et les relations intimes avec d'autres hommes

La conception du questionnaire par thèmes est particulièrement importante, car elle permet d'utiliser le questionnaire auprès d'un grand nombre de jeunes hommes en assez peu de temps. Le nombre de thèmes abordés dépend du pays et de l'utilisation de l'échelle « GEM ». Par exemple, la version indienne comptait 15 thèmes : 11 originaux et 4 nouveaux propres au pays. La version éthiopienne en comptait 24³.

¹ Gender Equitable attitudes in Men

² Basé sur l'article "How do we know if men have changed? Promoting and measuring attitude change with young men. Lessons from Program H in Latin America"(Comment savoir si les hommes ont changé ? Encourager et mesurer le changement d'attitude chez les jeunes hommes. Les leçons tirées du Programme H en Amérique latine), par Gary Barker avec Marcos Nascimento, Marcio Segundo, Julio Pulerwitz, 2004

³ Une synthèse des questions posées aux hommes, préparée par Geeta Nanda pour C Change & USAID, septembre 2011

Une synthèse de la version éthiopienne du questionnaire :

THÈME : LA VIOLENCE

- Parfois une femme mérite d'être battue.
- Une femme doit tolérer la violence pour la cohésion de la famille.
- L'homme a le droit de battre sa femme si elle lui est infidèle.
- Un homme peut frapper sa femme si elle refuse de coucher avec lui.
- Si quelqu'un insulte un homme, il doit défendre sa réputation, par la force si nécessaire.
- Un homme qui utilise la violence contre son épouse c'est du domaine de la vie privée et cela ne devrait pas être discuté en dehors du couple.

THÈME : LES RELATIONS SEXUELLES

- C'est l'homme qui décide du type de relations sexuelles qu'il veut.
- Les hommes ont toujours envie d'avoir des relations sexuelles.
- Les hommes ont plus besoin que les femmes d'avoir des relations sexuelles.
- Un homme a besoin d'autres femmes même si tout va bien avec son épouse.
- On ne parle pas de sexe, on a des relations, c'est tout.
- Je suis dégoûté quand je vois un homme qui se comporte comme une femme.
- Ce n'est pas à la femme de faire des avances sexuelles.
- Une femme qui a eu des relations sexuelles avant le mariage ne mérite pas le respect.

THÈME : SANTÉ SEXUELLE ET PRÉVENTION DES MALADIES

- Les femmes qui ont des préservatifs avec elles sont des femmes faciles.
- Les hommes devraient être offusqués si leurs épouses leur demandent d'utiliser un préservatif.
- C'est la responsabilité de la femme d'éviter une grossesse.
- Une femme n'est une vraie femme qu'une fois qu'elle a un enfant.
- Un homme, un vrai, a d'abord un fils.

THÈME : TÂCHES DOMESTIQUES ET VIE AU QUOTIDIEN

- Changer les langes, donner le bain et nourrir les enfants c'est la responsabilité de la mère.
- Le rôle d'une femme c'est de s'occuper de son foyer et de sa famille.
- C'est au mari de décider de l'achat des principaux appareils électroménagers.
- C'est à l'homme d'avoir le dernier mot dans les décisions du ménage.
- Une femme doit toujours obéir à son mari.

Pour chaque question, 3 réponses au choix sont proposées : d'accord, partiellement d'accord et pas d'accord.

Chaque question est évaluée sur une échelle de 3 points où

- d'accord = 1 point,
- partiellement d'accord = 2 points et
- pas d'accord = 3 points.

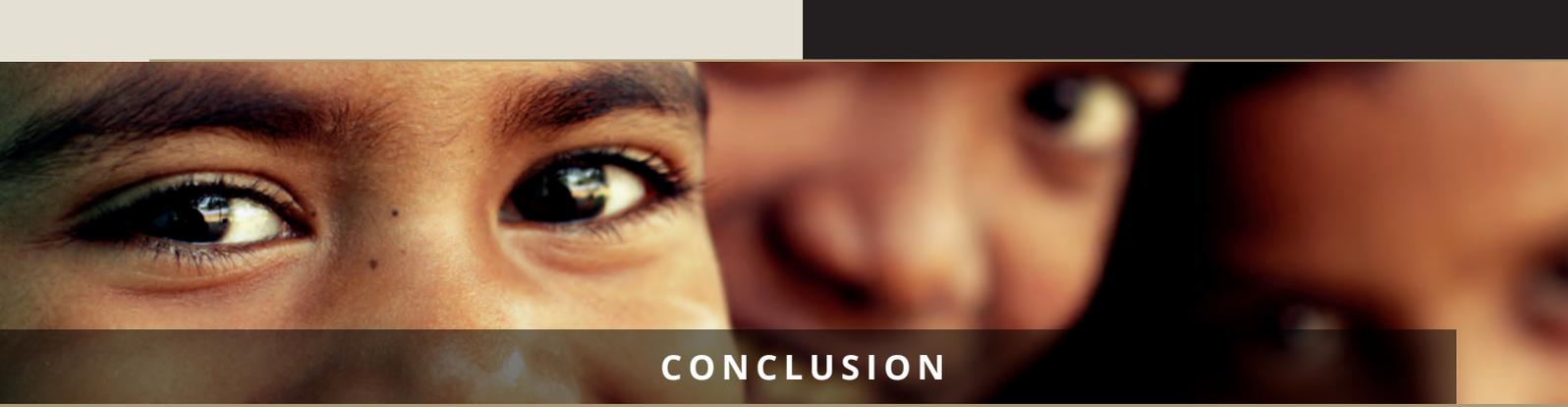
Les scores élevés représentent un soutien marqué aux normes favorisant l'égalité homme-femme. Un comptage alternatif est possible, l'échelle « GEM » est alors scindée en 3 parties égales : soutien élevé, modéré et faible aux normes favorisant l'égalité homme-femme.

Le questionnaire « GEM » est utilisé avant et après l'intervention du programme et les scores sont alors comparés en vue de mesurer l'impact du programme et le changement social.

L'étude de base a été effectuée par l'équipe de recherche de Promundo dans trois communautés à Rio de Janeiro, il s'agissait uniquement d'interviews des hommes. Elle a confirmé que l'échelle « GEM » est un outil utile permettant d'évaluer les attitudes actuelles vis-à-vis des rôles homme-femme, mais aussi pour mesurer l'éventuel changement d'attitude chez les hommes au fil du temps ou après un projet donné.

En 2002, l'échelle « GEM » étant validée et testée, Promundo et le programme Horizons ont lancé une étude d'impact sur deux ans, pour mesurer l'impact des manuels et vidéos sur 750 jeunes hommes, âgés de 15 à 24 ans, à Rio de Janeiro, au Brésil. L'analyse des résultats d'une des communautés analysées, soit environ 160 questionnaires, a démontré un changement positif pour la majorité des questions de l'échelle « GEM » et une utilisation accrue des préservatifs.

Cette méthodologie peut être adaptée aux projets encourageant l'implication positive des hommes et des garçons dans la lutte contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants. A cet égard, les questions peuvent éventuellement être complétées par des items plus spécifiques comme les aspects transactionnels, la prostitution des mineurs et l'exploitation sexuelle. Cette nouvelle version de base peut alors être testée dans le cadre d'un projet spécifique.



CONCLUSION

Le travail de recherche et d'analyse mené pour identifier et présenter des pratiques innovantes sur l'implication positive des garçons et des hommes dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales permet de dégager plusieurs points d'intérêt.

Tout d'abord, cette revue permet de démontrer que plusieurs acteurs de la lutte contre l'ESEC prennent d'ores et déjà en considération l'importance de déconstruire les stéréotypes liés à la masculinité et d'impliquer davantage les garçons et les hommes dans la lutte contre les violences faites aux enfants. Les ONG sont réceptives à cette approche qui reste pourtant novatrice et relativement peu documentée.

La majorité des informations disponibles sur ce thème traite de l'implication des hommes dans la lutte contre les violences de genre et notamment dans le cadre des violences domestiques, particulièrement à l'égard des femmes. Le travail conduit notamment par les enquêtes IMAGES est d'une grande richesse et permet de comprendre les mécanismes de construction de la violence machiste d'une façon générale, ce qui donne des clés de compréhension indispensables aux acteurs de la lutte contre l'ESEC.

Si de nombreuses ONG attestent bien prendre en compte la dimension genre et l'implication des garçons et des hommes dans leurs activités, peu d'entre elles ont pour le moment formulé des stratégies intégrant explicitement la dimension genre. Rares sont celles qui se sont dotés d'outils permettant un véritable suivi et une capitalisation de ces expériences, comme l'adoption de statistiques et d'indicateurs désagrégés par sexe par exemple qui permet de différencier les situations des filles et des garçons aussi bien dans l'analyse que dans le suivi des impacts des actions.

De plus, les évaluations sur le changement des comportements sont rares et demandent d'adapter des méthodologies d'enquêtes qualitatives et d'inventer de nouveaux indicateurs.

Pour répondre à ces questions, nous avons concentré notre analyse sur la répliquabilité des pratiques existantes car il apparaît que de nombreuses approches pourraient être adaptées et répliquées dans de nouveaux contextes, à condition de bien prendre en considération les représentations socio-culturelles qui s'expriment au sein de chaque pays et de chaque région. Pour répondre à cette exigence, nous avons essayé de faciliter la compréhension des facteurs clés de réussite des approches et des points de vigilance à avoir en tête pour mener une action similaire dans le cadre d'autres projets. Nous avons également mis à disposition tous les outils et documents de références consultables en ligne.

Nous souhaitons remercier chaleureusement l'ensemble des acteurs qui ont consacré du temps pour partager leurs expertises et les leçons qu'ils ont appris en mettant en œuvre ces projets innovants. Certains n'ont pu figurer dans la revue, mais les éléments transmis ont pu être intégrés dans l'analyse générale des pratiques.

Nous adressons des remerciements tout particulier à Deborah Zanke de Beyond Borders, Jonathan Ssem-bajwe de Rights of Young Foundation, Salima Sarwar de l'Association for Community Development, Mélanie Gnandi et aux équipes d'ECPAT Anjan Bose, Bimol Bhetwal, Alessia Altamura, Mariana Yevsyukova, Junita Upadhyay. Et bien sûr, nous souhaitons remercier Hannah Bristow d'ECPAT Luxembourg et Audrey Rochette et Ophélie Rigault d'ECPAT France pour la qualité de nos échanges pendant l'ensemble de l'élaboration de cette revue.

En espérant que la lecture vous inspirera pour mettre en œuvre de nouvelles approches impliquant des garçons et des hommes,

Isabelle Hoyaux, ScaleChanger
Pauline Chabbert, Autrement-conseil



ECPAT France

1050 avenue de l'Europe - BP 07
93352 Le Bourget · France
Téléphone : +33 (0)1 49 34 83 13
Fax : +33 (0)1 49 34 83 10
contact@ecpat-france.org

www.ecpat-france.org

ECPAT Luxembourg asbl

3, rue des Bains - BP 848
L-2018 Luxembourg
Téléphone : +352 26 27 08 09
Fax : +352 26 20 06 22
ecpat-luxembourg@ecpat.lu

www.ecpat.lu